

**NOUVELLES**

**CSN**

Numéro 325

26 avril  
1991



MONTREAL  
LA GRISE

**Pages 8-15**





### Coordination

Henri Jalbert  
(514-598-2160)

### Rédaction

Michel Crête  
Guy Ferland  
Louis-Serge Houle  
Henri Jalbert  
Thérèse Jean  
Luc Latraverse  
Lucie Laurin  
Jean-Pierre Paré  
Michel Rioux  
Jacqueline Rodrigue

### Collaborations

Maurice Roy  
Clément Trudel  
Pierre Vadeboncoeur  
Marie Savard

### Photographe

Alain Chagnon  
Michel Rioux

### Conception graphique

Jean Gladu

### Infographie

Jean Gladu  
Caroline Leblanc  
Sophie Marcoux  
Henri Jalbert

### Caricaturiste

Garnotte

### Impression

Les travailleurs et travailleuses syndiqués CSN de L'Imprimerie L'Éclaireur de Beauceville

### Distribution

L'équipe de distribution CSN

NOUVELLES CSN est l'organe officiel de la Confédération des syndicats nationaux. Publié à tous les quinze jours, il est tiré à 32,000 exemplaires et distribué gratuitement dans les syndicats de la CSN à travers le Québec, à raison d'un exemplaire par dix membres, en principe. Les syndicats locaux ont l'autorisation (et notre encouragement) d'en reproduire le contenu. Pour recevoir des copies supplémentaires: CSN adressage, 1601 de Lorimier, Montréal H2K 4M5.

**Numéro  
de téléphone  
central:  
598-2121**

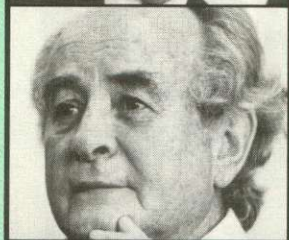
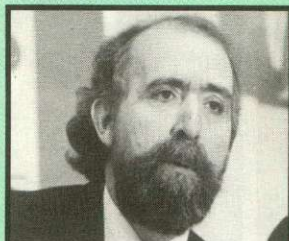
### RÉDACTION

514-598-2159

### DISTRIBUTION

514-598-2233

NOUVELLES CSN 325 page 2



## Secteur public: les objectifs syndicaux sont atteints 3

Ce que souhaitaient les six organisations syndicales du secteur public et parapublic, c'était de préserver leur droit de négocier. Cet objectif atteint, les dirigeants syndicaux estiment que le règlement prend en compte les difficultés conjoncturelles exprimées par le gouvernement.

## Louis O'Neill, un homme libre 4

Louis O'Neill, un nom qui évoque l'intégrité et la noblesse des sentiments. Qu'il mène une carrière politique ou, plus humblement, qu'il allie profession enseignante et militantisme, Louis O'Neill demeure un homme foncièrement progressiste. *Nouvelles CSN* l'a rencontré.

## Grandes misères, petits salaires ... sous le soleil du Mexique 6

La misère, dit-on, serait moins pénible au soleil. Ceux et celles qui disent cela n'en ont pas, de misère, et ils ont les moyens d'aller au soleil par les temps froids. Au Mexique, sous un soleil brûlant, les travailleuses et les travailleurs rêvent du jour où ils auront... leur place au soleil.

## Montréal la grise 8

Vue d'en haut, Montréal ne peut plus tenter de cacher les énormes inégalités qu'elle abrite: certains quartiers révèlent la richesse et la luxuriance, par le vert des arbres et le turquoise des piscines; mais ailleurs, on ne voit que du gris, en forme de S, le gris de l'asphalte, le gris des maisons délabrées, le gris de la pauvreté. Où s'en va Montréal?

## CHRONIQUES

### D'un autre oeil:

*Karoshi?*

*Surmenage fatal!*

par Clément Trudel

### Regards:

*Pensées pour un*

*premier mai*

par Pierre

Vadeboncoeur

### Lecture:

*L'indépendance,*

*faut y voir*

par Marie Savard

### Musique:

*Mano Negra,*

*La survoltée du rock*

*français*

par Michel Crête

### Billet:

*Le I.Q. du général*

par Michel Rioux

## LE MINISTRE DES AFFAIRES CONSTITUTIONNELLES:





# Les objectifs syndicaux sont atteints

**L**es objectifs syndicaux, estiment les organisations syndicales, sont atteints: le respect du droit à la négociation plutôt que l'imposition d'une loi spéciale, l'obtention d'une hausse salariale qui permet de relancer la négociation au 1er juillet 1992 sur des échelles salariales déjà majorées, l'acceptation par le gouvernement de réviser le régime de négociation dans le secteur public.

Essentiellement, le règlement comporte une prolongation de 6 mois des conventions collectives assortie d'une augmentation de 3% à la dernière journée de cette prolongation, soit le 30 juin 1992, et du paiement, jusqu'au prochain renouvellement des contrats de travail, du forfaitaire de 1% prévu à l'actuelle convention collective. L'entente prévoit que le règlement se fera par lettre d'entente avec les six organisations syndicales et non par décret.

Un rapide survol de la situation suffit pour constater qu'ailleurs au Canada, l'heure ne se prête pas tellement aux réjouissances.

Le gouvernement fédéral a, le premier, donné le ton en annonçant lors de son dernier budget le gel des salaires des employé-es de la fonction publique canadienne. Les autres provinces canadiennes ont emboîté le pas, tant et si bien qu'on parle maintenant de gel et de

«*Ce qui importait, c'était de préserver notre droit de négocier tout en évitant de mettre en péril les bases des prochaines négociations.*»

**C'est ce que Gérald Larose et Monique Simard déclaraient à la suite de l'entente intervenue entre le gouvernement et les six organisations syndicales, soit la CSN, la CEQ, la FTQ, la FIIQ, le SPGQ et le SFPQ, sur la prolongation des conventions collectives dans le secteur public et parapublic.**

réduction des salaires déjà prévus aux conventions collectives. Les informations relevées par Raymonde Leblanc, du Service de la recherche à la CSN, démontrent que presque partout, ces mesures draconiennes frappent toutes les catégories d'employé-es des services publics, incluant les employé-es municipaux.

La stratégie est la même partout. Les gouvernements provinciaux ne négocient pas. Ils annoncent ces mesures et les imposent par le biais de leur budget

ou encore par une loi spéciale.

En Colombie Britannique, par une loi spéciale ayant un effet rétroactif au 30 janvier 1991, on a décrété le contrôle de la négociation et imposé que les augmentations de salaires pour toutes les conventions collectives signées après le 30 janvier 1991, seraient liées à la capacité de payer de l'Etat.

Au Manitoba, le tout a été imposé dans le cadre du budget présenté le 16 avril. L'ensemble du secteur public subira 1000 mises à pied. Dépendant des dates d'échéance, les prochaines conventions collectives seront assorties d'une augmentation de 2% pour la première année et de 0% pour la deuxième.

A Terre-Neuve, une loi adoptée le 15 avril permet au gouvernement de revenir sur sa signature. Les augmentations prévues, qui variaient de 7 à 12,5% pour avril 1991, sont maintenant à 0%. Quant à l'augmentation de 8% prévue pour avril 1992, la loi est muette. Au Nouveau-Brunswick, un projet de loi sera déposé avant le 1er mai. Il prévoit la prolongation d'une année de toutes les conventions collectives. L'augmentation salariale moyenne de 5% qui était prévue à compter du 1er avril ne sera pas versée.

Autre élément, les gouvernements de Terre-Neuve et du Manitoba, qui ont des lois proactives prévoyant des mesures d'ajustement de salaire, annoncent déjà qu'ils ne savent à quel moment ils pourront y donner suite. Seule la province du Nouveau-Brunswick respecterait ses engagements à cet égard.

Le règlement intervenu au Québec, estiment les porte-parole syndicaux, prend en compte les difficultés conjoncturelles exprimées par le gouvernement. «*Nous avons fait preuve de beaucoup de souplesse et de maturité pour en arriver à un règlement acceptable à toutes les parties.*»





**S**on entrée surlascène publique avait été fracassante. En publiant avec Gérard

Dion *Les chrétiens et les élections*, Louis O'Neill, alors jeune abbé, lançait en 1956 un pavé dans la mare tranquille d'un duplessisme qui avait atteint son apogée. L'Évangile, soutenait-il, ne pouvait s'accommoder plus longtemps d'un système corrompu, qui étouffait la créativité et écrasait les ouvriers et leurs organisations. 35 ans plus tard, l'ardeur demeure la même et les convictions, aussi affichées du côté de la justice et des droits. «*J'aimerais bien qu'on me dise à qui je dois tout cet argent de la dette publique: à Ferdinand Marcos, aux émirs du pétrole, aux grands usuriers bien tapés dans les banques?*» La question est directe et révélatrice des préoccupations de l'homme. Il ajoutera, l'oeil un peu plus pétillant, qu'il s'inquiéterait d'entendre un économiste de la CSN parler comme un économiste de Laval...

Ce qui l'occupe depuis plusieurs semaines, c'est la préparation d'un colloque portant sur le centenaire de la publication de l'encyclique *Rerum Novarum*. Mais pourquoi mettre tant d'énergie à souligner l'anniversaire d'une encyclique, fût-elle écrite par Léon XIII, celui qu'on surnomma «le pape des ouvriers»?

«*Parce que cette encyclique a eu un impact incroyable dans le monde. Et peut-être encore plus au Québec même*», répond Louis O'Neill. A-t-on remarqué, par exemple, que la série télévisée portant sur la vie d'Alphonse Desjardins, fondateur des Caisses populaires, nous le montre en train de lire *Rerum Novarum*? L'usure dont étaient victimes les ouvriers y est violemment dénoncée.

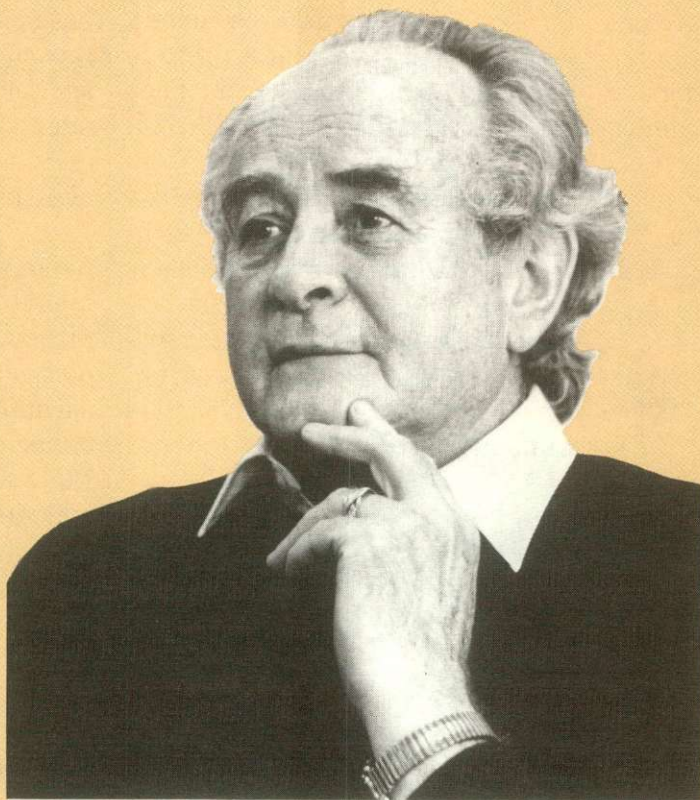
# Louis O'Neill un homme libre

Par Michel Rioux

**«L'un des rares Québécois à avoir constamment maintenu les débats publics à un niveau élevé», de dire Monique Simard.**

**«Un ancien ministre qui n'a pas craint de parler haut et fort quand le gouvernement péquiste a adopté ses décrets en 1983», d'ajouter Roger Valois.**

**«Tu le salueras. C'était mon professeur à l'Académie de Québec il y a 30 ans», conclut Léopold Beaulieu. J'allais rencontrer un homme libre, Louis O'Neill, professeur d'éthique sociale à l'Université Laval, militant pour la paix et indépendantiste convaincu.**



Mais plus encore, les syndicalistes de la CSN devraient savoir que leur organisation syndicale est directement issue du formidable brassage qui a suivi la publication de cette encyclique.

## Des curés d'avant-garde

Il faut en effet se souvenir que plusieurs jeunes prêtres se sont retrouvés en Europe pour se former aux nouvelles réalités sociales dans des universités catholiques, dont celle de Louvain, en Belgique. C'est à cet endroit que l'abbé Eugène Lapointe, originaire du Lac-Saint-Jean, trouva son inspiration pour former par la suite la Fédération ouvrière mutuelle du Nord. C'est de cette fédération, ainsi que d'autres syndicats fondés par des membres du bas clergé, que devait naître en 1921 la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC), qui devint la CSN en 1960.

«*Léon XIII a eu une intuition de génie, selon Louis O'Neill. Celle de concevoir l'Etat comme un outil de protection des plus démunis. De là l'idée d'Etat-providence, qui s'est implantée par la suite*», rappelle-t-il. Les riches, en effet, créent leur propre providence et subviennent à leurs besoins immédiats. «*La classe indigente au contraire, sans richesse pour la mettre à couvert des injustices, compte surtout sur la protection de l'Etat. Que l'Etat se fasse donc, à un titre tout particulier, la providence des travailleurs qui appartiennent à la classe pauvre en général*», lit-on dans *Rerum Novarum*.

Bien sûr, le style est ampoulé comme l'était le siècle et certains passages ont mal résisté à l'usure du temps. Mais, soutient O'Neill, c'est de là qu'on peut faire remonter l'idée d'agir sur les structures, d'agir globalement.



## La solidarité sociale

«Les mesures sociales, dit-il, c'est l'organisation de la solidarité dans l'épreuve. On peut agir une fois en servant une soupe populaire. On peut aussi agir au quotidien en s'assurant que nos impôts servent à assurer cette solidarité, par l'assurance-santé, l'assurance-chômage et le reste.»

On est loin, dans cette perspective, de la notion de profit à n'importe quel prix. Ce qui devait donner lieu, il y a quelques semaines, à un échange «musclé» entre Louis O'Neill et Raymond Malenfant, à l'émission Droit de parole à Radio-Québec.

«En voulant rentabiliser son commerce avec un casino, Malenfant et les "casinophiles" qui l'appuient mettent de côté un aspect essentiel de cette question: quels sont les coûts sociaux engendrés par des entreprises semblables? Il y a quelque chose comme 130,000 gamblers au Québec. On imagine la misère qui risque de découler de l'implantation de casinos», affirme l'ancien ministre des Communications et des Affaires culturelles, qui a été à même de vérifier de près que «derrière les choix politiques, il doit y avoir des choix éthiques». À son avis, les hommes d'affai-

res à la Raymond Malenfant estiment que si quelqu'un tient à se ruiner, il n'y a pas de raison pour ne pas l'aider à le faire...

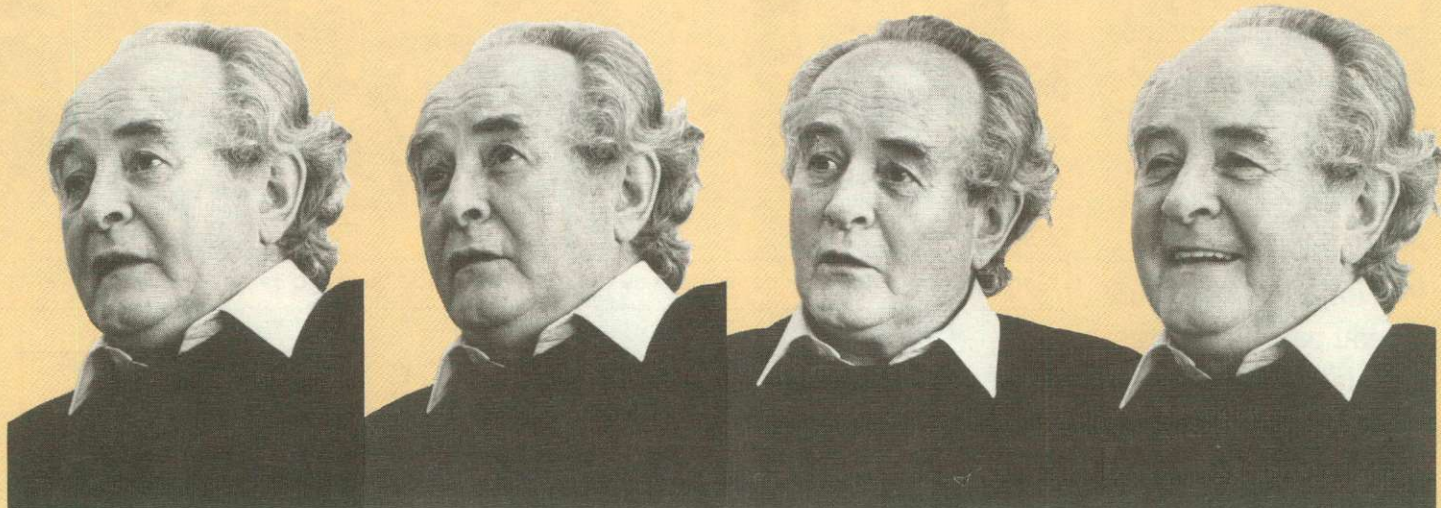
## Les syndicats

Rompant avec l'enseignement officiel qui avait jusque-là caractérisé la position de l'Église sur le droit d'association des ouvriers, Léon XIII en faveur de la pratique. Avec, bien sûr, toute la prudence qui s'impose...

Ce qui amène Louis O'Neill à poser la question: «Que serait le Québec sans les syndicats? Avant que les syndicats ne deviennent la force organisée que l'on connaît, c'était

quoi, le Québec, au plan de la justice sociale et de l'égalité des chances?»

Il souhaite que le syndicalisme renoue avec un certain «prophétisme». Il raconte qu'un collègue avait trouvé que Michel Chartrand, dans une émission récente avec Robert-Guy Scully, avait manqué un peu d'équilibre. «Mais dans la Bible, il n'y a pas de prophètes équilibrés!», s'exclame-t-il. Il se dit convaincu de la nécessité de maintenir bien vivante la flamme de l'espérance. «Le Québec est tissé de groupes populaires; ma foi, on en trouve partout.» C'est là, pense Louis O'Neill, que s'exprime la vraie vie.



## La question sociale hier et aujourd'hui

Du 12 au 15 mai, le centième anniversaire de l'encyclique *Rerum Novarum* sera souligné par un colloque qui devrait réunir plusieurs centaines de participants et de conférenciers sous le thème *La question sociale, hier et aujourd'hui*.

Ainsi, les expériences socialistes au Canada et au Québec seront-elles analysées par Roch Denis, de l'UQAM, et Simonne Monet-Chartrand; Gérald Larose et Jean Sexton, de l'Université Laval, discuteront de syndicalisme: bilan et nouveaux défis; Marie-Andrée Roy traitera de l'histoire du travail féminin; les problèmes du monde agricole seront exposés par Jacques Proulx; Jean-Guy Hamelin, évêque de Rouyn-Noranda et ancien aumônier du Conseil central de Shawinigan.

avec Jacques Archambault, ex-conseiller syndical à la Fédération du commerce, traiteront de l'enseignement social des évêques du Québec. Il sera aussi question des inégalités sociales, du défi du plein emploi, des droits fondamentaux des travailleurs, de l'impact social de l'Évangile, des travailleurs face à la technocratie, de l'engagement social des groupes populaires, etc.

Plusieurs activités populaires sont prévues, dont une *Nuit des choses nouvelles*, à l'église Saint-Roch, dans la basse-ville de Québec: danse, chant, expression théâtrale, poésie et vidéo seront mis à contribution.



# Grandes misères, petits salaires ... sous le soleil du Mexique

Par Thérèse Jean

On dit souvent que la misère est moins pénible au soleil. Allez donc savoir! Elle donne rarement les moyens d'aller voir ailleurs. Au Mexique, des milliers de Mexicains et de Mexicaines fixent la frontière américaine avec pour seule envie celle de la passer. Légalement ou illégalement. Peu importe. La misère a beau parfois se situer au soleil, on ne s'y habitue pas. On la subit.

Et pendant que le président du Mexique claironne qu'un traité de libre-échange avec les États-Unis et le Canada est la solution au chômage et au million de jeunes qui attendent à chaque année pour entrer sur le marché du travail, les travailleuses et les travailleurs mexicains restent sceptiques. Ils craignent que le Mexique ne devienne un immense maquiladoras. «*Comment est-ce possible de concurrencer à armes égales? Nous sommes pauvres. Nous vivons comme des pauvres et nous produisons comme des pauvres*», disent-ils.

Une histoire parmi tant d'autres. Imelda Ortega est une jeune femme de 26 ans. Contrairement à la plupart des autres, elle n'est pas mariée et n'a pas d'enfant. Mais comme 12 millions d'autres Mexicains et Mexicaines, elle est au

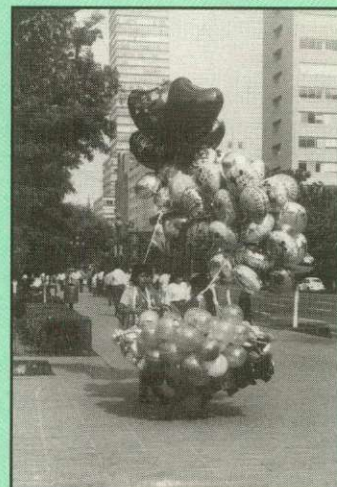


Marché populaire à Mexico: surtout des objets d'occasion ou recyclés.

chômage. Et comme 40 millions de personnes au Mexique sur une population totale de 80 millions, elle vit pauvrement. Elle habite à Chihuahua, une ville de 80,000 habitants située dans le nord du Mexique près de la frontière américaine. Une ville qui compte de 25 à 30

maquiladoras. En français, on définit les maquiladoras comme des zones franches d'exportation. En fait, ces zones sont les lieux de prédilection des grandes compagnies étrangères, pour la plupart américaines, et pratiquement l'enfer pour les milliers de personnes qui y travaillent. Les réglementations d'État étant presque absentes de ces zones, les maquiladoras y poussent quasiment à la vitesse des champignons. Surtout parce que les salaires qu'on y verse comptent parmi les plus bas au monde. Ces 5 dernières années, le nombre de maquiladoras au Mexique est passé de 200 à 2000.

Ouvrière dans une maquiladora pour la firme «Alambrados y circuitos eléctricos», Imelda a perdu son emploi. Plutôt, on lui a fait perdre son emploi sur ordre du syndicat, la Confédération des travailleurs mexicains (CTM), à la-



On gagne sa vie comme on peut ...

quelle sont pratiquement affiliés tous les syndicats mexicains et qui est sous la coupe du gouvernement.

Au Mexique, on apprend vite à ses dépens qu'en plus de se battre pour améliorer ses conditions de travail, il faut lutter pour la démocratie syndicale.

**La critique coûte cher**  
Imelda Ortega a



payé de son emploi le fait d'avoir contesté et dénoncé le secrétaire du syndicat à l'usine. Militante, elle avait découvert que plusieurs choses ne tournaient pas rond dans le fonctionnement du syndicat. Aucun moyen de savoir à quoi servait l'argent du syndicat; en outre, plusieurs femmes venues la trouver pour lui demander de l'aide avouaient être victimes de harcèlement sexuel de la part du secrétaire.

Avec d'autres travailleuses, Imelda Ortega a demandé de nouvelles élections, qu'elle a gagnées. L'entreprise pour laquelle elle travaillait a quand même mis fin à son contrat de travail après qu'elle eût refusé de renoncer à son emploi pour la somme de 7 millions de pesos (\$2 333 US). Cinq autres travailleuses, toutes membres du comité exécutif, ont également été limogées. Il ne reste maintenant en poste que le trésorier, qui en aucun temps n'a discuté avec la direc-



Ouvriers d'une fonderie

dantes de toute attache gouvernementale. Nommée secrétaire du FAT pour Chihuahua, Imelda Ortega poursuit maintenant son travail de militante syndicale afin que le FAT puisse percer dans les maquiladoras.

#### Maquiladoras = femmes

Si la pauvreté au Mexique touche autant les hommes que les femmes et les enfants, dans les maquiladoras où l'exploitation est la règle, ce sont principalement les femmes

fabrique des fils de circuits électriques par exemple, seulement 50 hommes y travaillent contre 1150 femmes. Ces femmes, pour la très grande majorité, sont âgées de 15, 16 et 17 ans.

Dans les maquiladoras, explique Imelda Ortega, la structure salariale est fort simple: «À l'usine où je travaillais, il n'y a que deux niveaux de salaire. Un salaire de 10,000 pesos par jour (un peu moins de \$4 US) pour les opérateurs simples sur les chaînes de montage et un autre salaire pour ceux qui sont en charge de la supervision de la chaîne de montage, soit 20,000 pesos par jour (un peu plus de \$6 US).»

Imelda Ortega ajoute: nous n'avons pas les moyens d'être malades. Être malade une journée signifie perdre son salaire de la journée et les maigres bénéfices qui y sont rattachés. La compagnie offre une demi-heure de repas et paie le repas. Cependant, si vous n'avez pas eu le temps d'être servi, vous devez retourner au travail. Les patrons, poursuit-elle, nous disent qu'ils ne peuvent pas nous payer plus parce que la matière première provient des États-Unis et qu'ils ne font pas de profit. Ce que les employées ont beaucoup de mal à s'expliquer, dit-elle, c'est que la production ne ralentit jamais et que la marchandise est exportée à pleines portes dans d'autres pays.

#### Travailleuse, fille-mère sans le sou

Main-d'oeuvre à bon marché, elles n'ont souvent pas le choix. Elles se retrouvent à 17 ou 18 ans avec deux ou trois enfants à leur charge, de dire Imelda. Dès lors commence le cercle vicieux. Elles doivent habiter chez leurs parents parce qu'elles n'ont pas les moyens de vivre ailleurs. Elles doivent travailler parce que leurs parents n'ont pas d'argent. À 4 ou 5 ans, les enfants prennent la rue pour vendre bonbons ou autres menus objets afin de rapporter de l'argent à la maison.

Et comment fait-on pour joindre les deux bouts à la fin du mois? On n'y arrive pas, dit Imelda. Un logement à Chihuahua coûte 800 000 pesos par mois (environ \$266 US), l'électricité 10 000 pesos par mois (un peu plus de \$3 US); alors, il est rare que l'on mange à sa faim. La plupart des familles n'ont pas les moyens d'acheter du



Imelda, au centre, avec des camarades du FAT

tion pour tenter de défendre Imelda et les autres. Imelda Ortega a porté sa cause devant une commission d'arbitrage, mais elle a perdu.

À la suite de cette défaite, de concert avec les travailleuses limogées, elle a joint les rangs du FAT (Front authentique du travail). Le FAT est l'une des rares organisations syndicales au Mexique indépen-

qui la subissent. Ces usines, qui ont pour principale fonction la production de biens d'exportation, engagent essentiellement des femmes. La majeure partie de la production est une d'assemblage, de précision, de dextérité manuelle, d'attention, toutes des qualités principalement reconnues aux femmes. À la «Alambrados y circuitos eléctricos» où l'on



Travailleurs d'une petite coopérative de meubles

lait, des oeufs, encore moins de la viande. On se nourrit plutôt de soupe, de pain, de lentilles, de tortillas et de sauce piquante. Les vêtements, on les achète à crédit.

Quant à Imelda Ortega, il lui arrive de rêver qu'un jour, elle passera de l'autre côté de la frontière et qu'elle aura une vraie place au soleil.



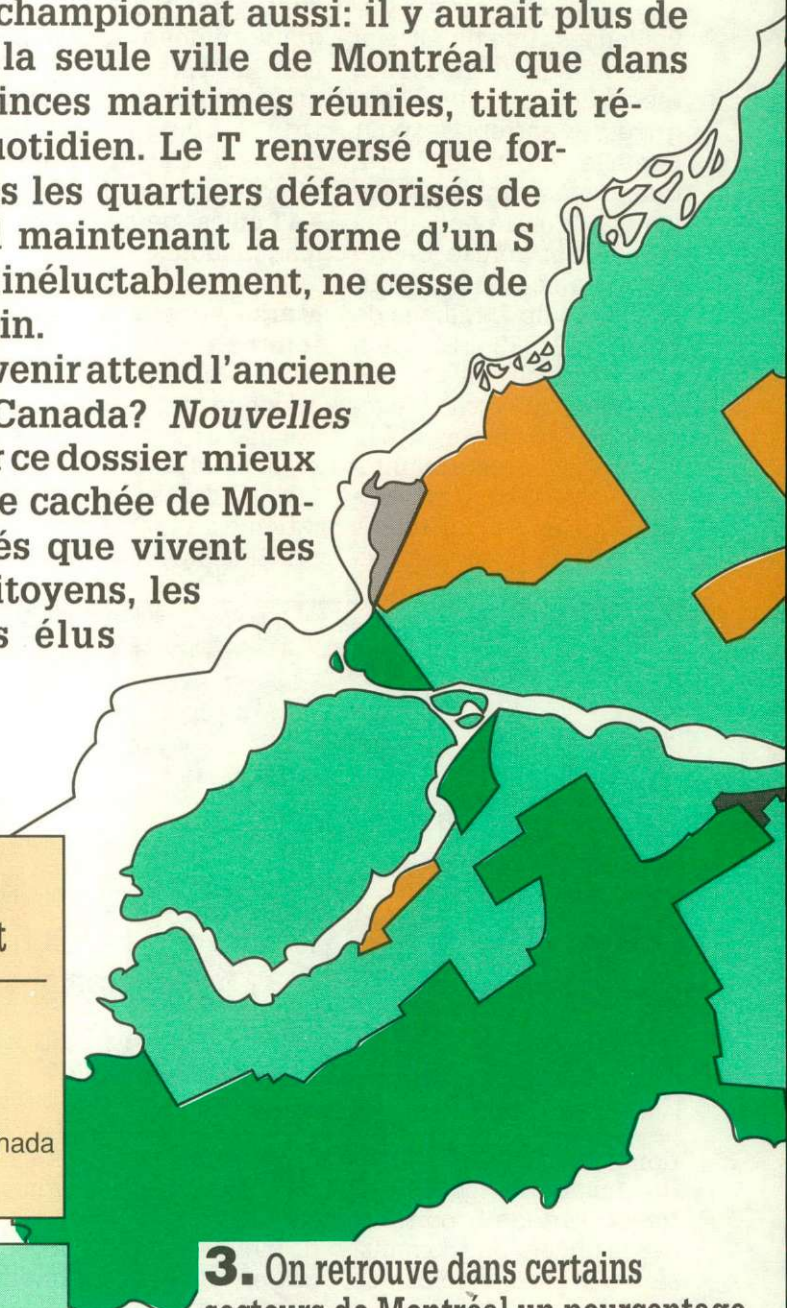
# M O N T R E A L

«Vues du ciel, les zones de richesse sont vertes et les zones de pauvreté sont grises». Chez les uns, les arbres, les piscines et les *success story*. Chez les autres, la grisaille, le mal de vivre.

Un bien triste constat de la réalité montréalaise que dresse de façon imagée Micheline Mayer-Renaud, du service de recherche du Centre des services sociaux du Montréal métropolitain, co-auteure avec Jean Renaud, du département de sociologie de l'Université de Montréal, d'un volumineux rapport sur la distribution de la pauvreté et de la richesse dans la région de Montréal.

Triste championnat aussi: il y aurait plus de pauvreté dans la seule ville de Montréal que dans toutes les provinces maritimes réunies, titrait récemment un quotidien. Le T renversé que formaient autrefois les quartiers défavorisés de Montréal prend maintenant la forme d'un S qui, lentement, inéluctablement, ne cesse de gagner du terrain.

Quel avenir attend l'ancienne métropole du Canada? *Nouvelles CSN* a voulu, par ce dossier mieux connaître la face cachée de Montréal, les réalités que vivent les citoyennes et citoyens, les intentions des élus municipaux.



## 1. Le Québec s'appauvrit pendant que le Canada s'enrichit



Entre 1979 et 1988, le revenu moyen réel (en dollars constants) des familles économiques a **diminué de 5,3%** au Québec **augmenté de 5,8%** dans le reste du Canada **augmenté de 12,3%** en Ontario

## 2. Dans la région montréalaise, il y a davantage de familles pauvres dans l'île de Montréal

Région nord	9,4%
Laval	14,0%
Région sud	14,5%
<b>Île de Montréal</b>	<b>21,5%</b>

## 3. On retrouve dans certains secteurs de Montréal un pourcentage alarmant de personnes vivant sous le seuil de pauvreté

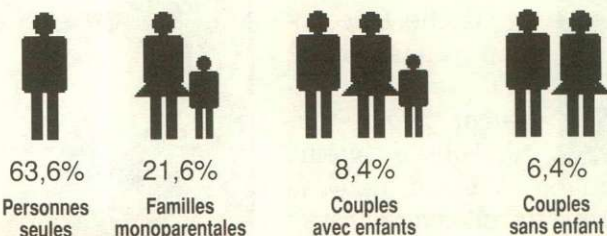
Centre-ville	52,5%
Pointe St-Charles	52,3%
Parc Extension	50,1%
Centre-Sud	48,1%



**4.** Au Québec, le taux d'assisté-es sociaux suit la même tendance que le taux de personnes vivant sous le seuil de pauvreté

Québec 8,0%  
 Ile de Montréal 10,1%  
**Ville de Montréal 12,8%**

**5.** Les assisté-es sociaux sont surtout des personnes seules



**Niveau de statut par secteur de recensement**



**6.** Sur l'Ile de Montréal et l'Ile Jésus, le pourcentage de personnes vivant sous le seuil de pauvreté continue d'augmenter, même en période de croissance économique. En 1981, il était de 21%; en 1986, il était de 24%. Les groupes suivants sont particulièrement visés:

les femmes 26%  
 les personnes âgées 32%  
 les personnes seules 47%

**7.** Une des clés importantes pour accéder à un travail rémunérateur est la scolarité. Or, 22% de la population de 15 ans et plus de Montréal et Laval a moins de 9 ans de scolarité. Encore là, certains secteurs de Montréal ont des taux beaucoup plus élevés

Ville-Émard-Côte-St-Paul	33,7%
St-Henri	34,5%
Hochelage-Maisonneuve	35,1%
Centre-Sud	35,3%
St-Michel	35,8%
Pointe St-Charles	40,0%
Parc Extension	42,3%

Sources  
 Graphiques 1, 2, 4, 5, 6  
 Centraide, Au tournant des années 1990,

Graphiques 3, 7, 4, 8  
 Robert Choinière, La situation démographique et socio-économique de la population du Montréal métropolitain



Il y a quelques années à peine, on considérait Montréal comme une région riche. L'économie «allait bien», donc les gens devaient bien se porter. Pourtant, même quand ça «allait bien», le taux de chômage restait élevé, la pauvreté existait. Se fermait-on les yeux?

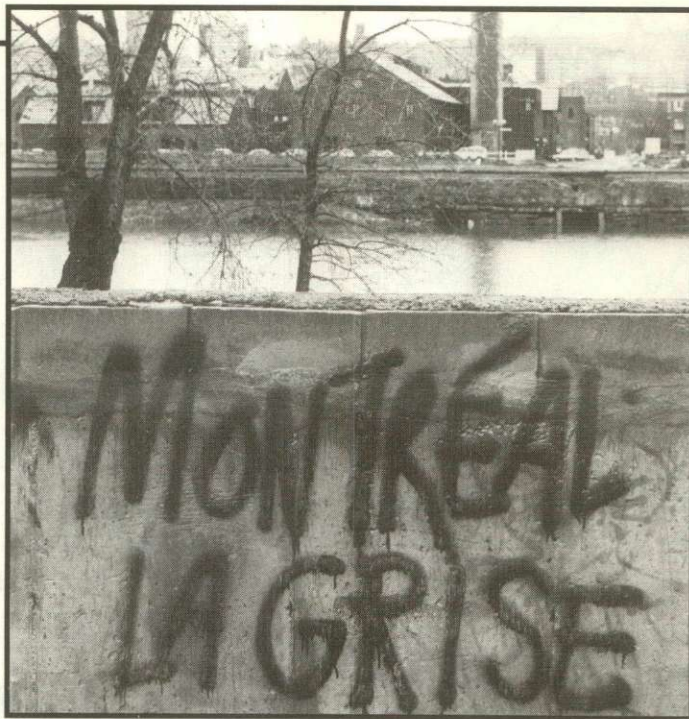
Carte à la main, Micheline Mayer-Renaud pointe du doigt les quartiers les plus défavorisés, d'avantage regroupés à l'est de

du Parc et au sud de la rue Craig, insistant sur une réalité de plus en plus criante: Montréal est la plus pauvre des villes de l'Île de Montréal.

Puis, elle pointe successivement les cartes de statut socio-économique par secteur de recensement de 1981 et de 1986, pour montrer à quel point le phénomène de la gentrification — de l'embourgeoisement — du centre-ville, a eu pour effet de pousser les populations pauvres vers d'autres parties de la ville, étalant encore davantage le phénomène de la pauvreté.

«Il va falloir cesser de parler négativement des pauvres. S'il y a un fraudeur du BS, il va se retrouver dans les premières pages des journaux. Les autres — la grande majorité — on n'en entend jamais parler. Il faut vaincre le préjugé qui dit que ... si les gens n'étaient pas paresseux et travaillaient plus fort ... Sait-on que quelque 12% des personnes qui travaillent à plein temps ont des revenus sous le seuil de la pauvreté?»

Chaque statistique qu'elle explique devient une accusation, une part d'un réquisitoire contre la



pauvreté: le quart de la population de l'Île de Montréal vit sous le seuil de la pauvreté, plus d'un cinquième de la population de 15 ans et plus a moins de 9 ans de scolarité. Puis elle s'arrête pour rappeler que l'enquête de Santé-Québec démontre l'impact important de la pauvreté sur la santé et les problèmes sociaux. «Il va falloir changer de cap, sinon comment parviendrons-nous à mettre sur pied un plan d'action contre la pauvreté, si on continue d'émettre une image aussi négative des

pauvres?», insiste-t-elle.

### Le ressort cassé

Elle ne parle pas de la pauvreté en termes abstraits. Sociologue, elle connaît les problèmes des familles à bas revenus qui se retrouvent, inévitablement, dans les quartiers les moins favorisés.

«C'est plutôt rare que les grosses chaînes d'alimentation vont s'installer dans les quartiers pauvres. Ce sont plutôt des dépanneurs qu'on y retrouve. Or, les produits y sont plus chers. Ceux qui ont moins

d'argent paient donc ainsi plus cher pour s'alimenter.»

Elle peut comprendre à quel point l'accumulation des problèmes peut briser les gens. «Un jour, j'ai rencontré une personne qui a utilisé une expression qui m'a frappée: j'ai le ressort cassé à force de me battre!» Puis après une pause d'une ou deux secondes, elle reprend, frondeuse: «À combien de pauvres a-t-on cassé ainsi le ressort?»

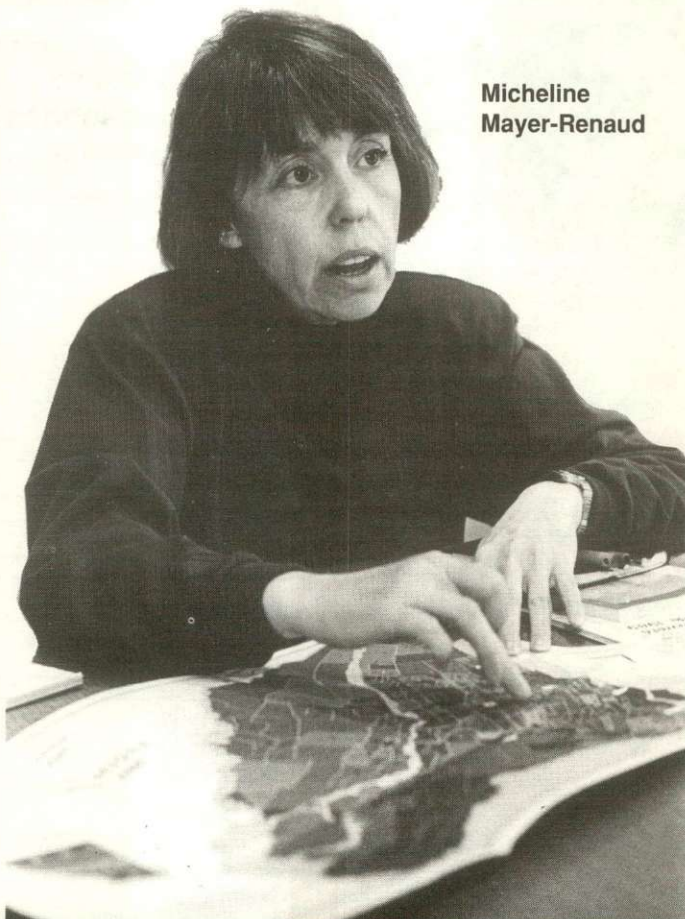
Elle rappelle que la scolarité — cet important facteur de pauvreté — demeure une des clés les plus importantes pour obtenir un emploi, et encore plus pour un emploi lucratif. Dans le cas des analphabètes — quelque 30 000 dans la région montréalaise — le problème est encore plus marqué. Qu'advient-il de leurs enfants?

À ce titre, elle rappelle les tristes réalités du quotidien. «À l'école, les enfants pauvres sont souvent en moins bonne santé et moins bien vêtus. Ils ont faim, donc ils écoutent moins. Ils ont moins de livres à la maison. Dans le cas des parents analphabètes, ceux-ci cessent souvent de suivre leurs enfants dès la première année: ils en sont incapables. Quelle sorte d'encouragement peuvent-ils leur donner? Comment stimuler la créativité de tous ces jeunes?»

Le regard que pose Micheline Mayer-Raymond sur la métropole du Québec aide à mieux voir des réalités qui sont alarmantes. Il y a dans Montréal des quartiers qui, à eux seuls, comptent plus de pauvres que certaines régions défavorisées.

À l'ombre des gratte-ciel qui continuent à pousser dans le centre-ville, la pauvreté s'est-elle installée à demeure?

Henri Jalbert



Micheline Mayer-Renaud



# Montréal, comme il l'a vue

L'homme aime son sujet, Montréal, dont il est devenu en quelque sorte le «sociologue à pied», tenant à *La Presse*, durant près de cinq ans, une chronique sur la vie montréalaise. Avec, cependant, une attention et une tendresse particulières pour les plus démunis: comme ceux de la Pointe Saint-Charles, dont il a suivi les efforts; comme ces nouveaux

arrivants Turcs, qu'il a adoptés jusqu'à

devenir parrain du petit Yussif. Gérald LeBlanc, un Acadien de Saint-Quentin transplanté dans la métropole, vient de publier *Montréal, comme je l'ai vue*, où il rend compte de ses découvertes, ses espoirs, ses inquiétudes.

Deux questions majeures l'obsèdent: les ponts à établir entre les différentes communautés qui forment la courtepoinette montréalaise, et la pauvreté, qui elle, voyage sans distinction de race ou de langue, creusant dans des quartiers jusque-là épargnés de nouvelles enclaves, agrandissant partout les contours de la misère urbaine.

«À Montréal, affirme Gérald LeBlanc, la pauvreté a cessé d'être folklorique. Ce qui se produit aujourd'hui, c'est autre chose. Ce n'est plus la marginalité telle que vécue par celui de la famille qui aurait mal tourné. Les franges de la pauvreté s'élargissent. Des quartiers entiers sombrent actuellement dans la pauvreté vécue comme culture. Ça, c'est dramatique.»

À son avis, «la ville n'est pas en passe de devenir un gros Moncton mais plutôt un petit New York.»

**«Personne n'a pris soin de Montréal. Mais comme on faisait la une du showbizz politique avec les Drapeau, Trudeau et Lévesque, le Canada s'est pris à penser qu'il n'y en avait que pour elle, alors qu'au contraire, toutes les décisions économiques étaient et sont encore prises en fonction de Toronto.»**

Et comme il le constate, Montréal, qui fut autrefois une ville d'ouvriers et de cols blancs, devient une ville de cols blancs et de pauvres. «À Côte-des-Neiges, par exemple, ce n'est pas rare de voir des familles de quatre à six personnes vivant dans des logements qui n'ont qu'une seule chambre», ajoute Gérald LeBlanc.

## Quand le bunker n'est pas assez grand

Nancy Neanteam travaille à sortir la Pointe Saint-Charles de sa pauvreté endémique; Jacques Ménard était président de la Chambre de commerce de Montréal quand Gérald LeBlanc les a fait se rencontrer, à la taverne Magnan. «C'est que Ménard est bien conscient que si la Pointe ne s'en sort pas, lui ne pourra pas continuer d'être à l'aise dans ses bureaux de McGill College. Quand le bunker dans lequel les riches sont à l'abri ne sera plus assez grand, il y aura un problème car on ne peut pas transformer l'île de Montréal au complet en bunker», affirme-t-



Gérald LeBlanc

il, convaincu qu'il serait profitable, pour ceux qui possèdent, d'agir au plus vite; si ce n'est par compassion, du moins devraient-ils le faire par intérêt. «On se dirige à toute vitesse vers une collision frontale entre les repus des REA et les déshérités du BS», écrit-il.

Il ajoute: «Je crois profondément qu'il y a moyen d'agir, dans cette situation unique, dangereuse et profondément stimulante qui est la nôtre, francophones en terre d'Amérique.»

## Le modèle suédois

Il privilégie une «approche communautaire économique qui est beaucoup plus proche de la corvée beauceronne que de la soupe populaire.»

«Le modèle canadien fonctionne depuis toujours pour la santé de Toronto et le malheur de Montréal. Ghislain Dufour et Jean Chrétien sont d'accord avec ce modèle-là. C'est un pattern qu'il faut changer.»

Drapeau, avec ses 30 ans de mégalomanie, a fait oublier à Montréal le marasme qui s'installait. Et

quand des journalistes étrangers venaient nous visiter, on mettait des clôtures autour des taudis. «Ça ne faisait pas disparaître la misère. Ça la cachait. Mais quand il y en a trop, on ne peut plus la cacher.»

S'il faut imiter le modèle suédois, affirme-t-il, c'est bien plus par nécessité que par idéologie. «En Suède, le pays est petit, il est nordique et la langue n'est pas, loin de là, la plus forte sur le continent. Ce qui nous ressemble étrangement.»

«Il me semble, répond-il franchement sur l'attitude des syndicats, que notre situation particulière nous fait une obligation plus grande d'un devoir de solidarité. La solidarité n'est pas un luxe et je pense qu'il faudra réfléchir sur la pertinence de passer deux semaines à négocier des descriptions de tâches qui risquent de ne plus exister dans deux mois.»

Il prend exemple, encore une fois, sur les syndicats en Suède, dont il dit qu'ils sont impliqués directement dans le développement économique. «Je pense, dit-il, que les syndicats sont aussi importants maintenant qu'à l'époque où je militais activement.» Il y va pourtant d'une suggestion. «L'emploi devrait être l'élément premier de toute stratégie syndicale. L'objectif de protéger et de créer des emplois peut être un dogme, mais il faut qu'il y ait de la souplesse sur les moyens.»

Ils'emporte contre les bureaucrates pour qui l'avenir réside dans les emplois high tech. «Fort bien. Mais en attendant, les piqueuses dans le vêtement — qui sont pour la plupart d'immigration récente — qu'est-ce qu'on en fait demain matin?»

Michel Rioux



# H

edens Lagardere a 26 ans. Arrivé au Québec en 1980, il s'installe avec sa famille à

Côte-des-Neiges, un coin de Montréal qui ne bénéficie pas d'une très bonne réputation dans les médias. «Il faudrait d'abord arrêter de véhiculer tous les préjugés sur la drogue et la violence dans notre quartier.

À Côte-des-Neiges, il y a des gens qui y habitent et qui tentent de faire leur vie. Mais c'est difficile, car on ne nous laisse pas beaucoup de chance.»

Situé à la limite d'Outremont, Côte-des-Neiges présente une image fort différente de sa voisine. «Ça saute aux yeux. Chez

Steve Campbell a aujourd'hui 32 ans. Il vit d'aide sociale depuis environ quatre ans. Il a commencé à travailler à l'âge de 17 ans. En 1983, des problèmes de santé commencent à l'affecter sérieusement et entraînent des hospitalisations fréquentes. «Quand mes ressources financières ont été épuisées et que je me suis retrouvé sur le BS, je suis tombé de haut. Ça m'a pris trois ans à accepter la situation, à ne plus me sentir coupable. Aujourd'hui, je ne peux plus travailler, je suis considéré comme inapte au travail», d'expliquer Steve Campbell.

Joachim José Ernesto est Salvadorien. Il est arrivé au Québec en 1985 avec son épouse et leurs

trois enfants. Il a perdu récemment son emploi et devenait ainsi prestataire de l'assurance-chômage. Comme le montant des prestations était moindre que ce qu'il aurait obtenu de l'aide sociale, on lui donne un supplément pour combler la différence. Aujourd'hui, il doit répondre aux deux paliers de gouvernement.

«Dans mon pays, ce que le service d'immigration canadien nous présente, ce sont des images de richesse, pas celles de la pauvreté; elle n'existe pas dans leur film. C'est la guerre qui m'a fait quitter mon pays. Ici, je pensais avoir une meilleure qualité de vie. Jamais je n'ai pensé qu'un jour je vivrais sur le BS. Ce que je veux, c'est me trouver un emploi», lance Joachim José Ernesto.

Joachim José Ernesto et Steve Campbell

## Un modèle pour les jeunes?

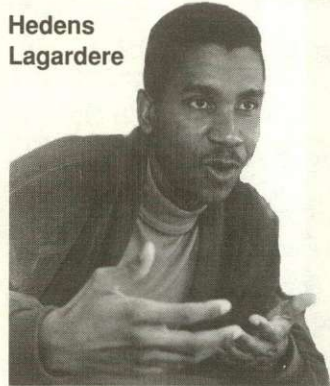
**«La récession? Même quand l'économie va bien, nous avons de la difficulté à nous trouver un travail satisfaisant.»**

nous, c'est à peine si les habitations répondent aux normes de salubrité. Les familles qui ne sont pas sur l'aide sociale travaillent au salaire minimum et ont de la misère à joindre les deux

bouts.»

Mais avec un taux de chômage de quelque 50% chez les 18-25 ans de la communauté haïtienne, soit deux fois plus que l'ensemble des jeunes Québécois, cet idéal doit leur sembler difficile à atteindre. «Ce qui est le plus dur pour les jeunes, c'est qu'ils n'ont pas de modèle. Même en poursuivant leurs études, ils ont très peu de chances de se trouver un emploi dans leur secteur. Alors ils décrochent».

Si cette situation n'est pas différente de celle vé-



Hedens Lagardere

cue par les jeunes en général, Hedens explique «qu'à formation égale, t'es pas capable de te faire embaucher. C'est grave, parce que tu dois vivre avec le stress de surpasser les Blancs.

«Je considère que je me suis intégré. J'ai obtenu un DEC, j'étudie à l'université, je parle français, je suis impliqué dans plusieurs activités, tout en conservant ma culture, mais je ne vois rien devant moi. Je ne crois pas que le problème soit seulement relié à la récession que nous traversons. Il y a actuellement encore trop de préjugés à l'égard des Noirs. Peut-être que la vraie question à se poser est à savoir si les immigrants ont leur place dans la société? Cette situation est d'autant plus frustrante que tu ne sais pas exactement qui blâmer...»

Louis-Serge Houle

## Se sortir de la pauvreté!

**Vivre d'aide sociale, c'est avoir de la difficulté à se nourrir, à se loger, à se vêtir. C'est vivre dans la misère, courir le linge usagé, les banques alimentaires, avec un revenu de \$1 000 par mois pour une famille de cinq personnes. C'est craindre surtout que les enfants décrochent parce qu'ils ne veulent plus de ces conditions de vie insoutenables. C'est une situation dans laquelle on se retrouve du jour au lendemain sans penser qu'un jour ça nous arrivera à nous.**



Joachim José Ernesto et Steve Campbell

«Dans mon pays, ce que le service d'immigration canadien nous présente, ce sont des images de richesse, pas celles de la pauvreté; elle n'existe pas dans leur film. C'est la guerre qui m'a fait quitter mon pays. Ici, je pensais avoir une meilleure qualité de vie. Jamais je n'ai pensé qu'un jour je vivrais sur le BS. Ce que je veux, c'est me trouver un emploi», lance Joachim José Ernesto.

Joachim José Ernesto et Steve Campbell

Joachim José Ernesto et Steve Campbell



**A**ndré Lavallée fait allusion au mouvement "Villes et villages en santé", lancé en Europe

en 1986, qui s'appuie sur une approche globale de la santé étroitement liée à l'environnement social, le dynamisme économique et la qualité de vie de la communauté et qui, en conséquence, suppose l'élimination des inégalités sociales. Montréal a adhéré à ce réseau en 1990, et le programme a pris le nom de *Vivre Montréal en santé*.

«Le programme *Vivre Montréal en santé* arrive à point nommé, reprend André Lavallée, car le sommet économique de Montréal de 1986 avait constaté qu'il n'existe pas d'avenue miracle pour sortir la ville de sa torpeur économique, et il avait conclu qu'il faut trouver de nouvelles avenues, de nouvelles stratégies.» Basé sur un concept d'équité, *Vivre Montréal en santé* requiert la participation et l'engagement d'intervenants et de groupes de tous les milieux, disposant de moyens différents mais complémentaires. Actuellement, une quarantaine d'organismes y participent et souscrivent aux objectifs.

### Des idées ingénieuses

«Jusqu'à présent, les pistes les plus intéressantes sont venues des milieux les plus démunis, déclare le conseiller municipal. Le projet *Nourrir* par exemple: un comité a été mis sur pied, auquel participent la Ville de Montréal, l'Office municipal d'habitation, trois départements de

## La santé de Montréal: une question d'équité

**«La municipalité ne peut assumer seule la responsabilité de la pauvreté, lance André Lavallée, membre du comité exécutif de la Ville de Montréal et responsable du développement communautaire, de l'aménagement et du développement urbain, et du transport et de la circulation. Il faut sortir des grandes interventions municipales traditionnelles et travailler à l'échelle des quartiers. La solution passe par les Montréalaises et les Montréalais. D'ailleurs, la preuve est faite que la base est capable de développer des modèles intéressants.»**

santé communautaire, la CECM; et nous espérons la venue d'autres organismes. Actuellement, 350 groupes s'occupent des gens qui ont faim. Il n'est pas nécessaire d'en créer d'autres. Ce qu'il faut, c'est créer une synergie entre ces groupes pour empêcher que la nourriture ne se perde.

«Autre exemple: dans Mercier, c'est le verdissement qui a été identifié comme priorité. Comme il est impossible, vu la densité du quartier, de créer de grands espaces verts, la ville a fermé un tronçon de voie ferrée, ce qui permet de mettre bout à bout des coins de terrains verts. Ça constitue une bonne solution de recharge au manque d'espaces verts.»

### Métropole négligée

En plus des quartiers défavorisés qui ont faim, Montréal connaît le problème de la classe moyenne qui déserte la

ville pour la banlieue. «Les États-Unis ont fait, avant nous, la bêtise de négliger leurs grandes villes, explique-t-il. Aujourd'hui, c'est la catastrophe. Il ne reste plus que des quartiers défavorisés et des quartiers hupés avec, entre les deux, des zones tampons inhabitées où fleurissent la prostitution et le crack et où la jeunesse se détruit. On appelle ça des villes en trou de beigne.

«Or, c'est exactement ce vers quoi s'orientent les politiques du gouvernement québécois, qui ont pour effet que Montréal se vide de sa classe moyenne. Ainsi, après avoir dézonné les banlieues, il entend élargir et construire des ponts afin d'en faciliter l'accès et multiplier les services. Or, dans un contexte où la population n'augmente pas, à chaque fois qu'une école ouvre ses portes à Laval, une autre ferme les siennes à Montréal, et ainsi de suite. On multiplie par deux les res-

sources pour une même population. C'est une mauvaise planification du développement, qui n'aboutit qu'à l'étalement urbain.

«Ce qui est en jeu ici, ce n'est pas une rivalité entre Montréal, Laval et Longueuil, poursuit-il; c'est la reconnaissance par le gouvernement que Montréal est le cœur du Québec, avec les décisions politiques et économiques qui s'ensuivent.»

### La solution dans les quartiers

Mais il n'y a pas que les mauvaises décisions des autres gouvernements; leur désengagement, également, se traduit, pour des municipalités comme Montréal, en des problèmes criants qu'elles sont incapables de résoudre seules. L'itinérance, par exemple. «L'itinérance, ce n'est pas seulement un problème de logement: c'est une complication du problème de la pauvreté, déclare André Lavallée. Il y a là de lourdes responsabilités sociales. Or, de plus en plus, le gouvernement a tendance à renvoyer ces responsabilités aux municipalités sans leur donner les moyens de les assumer. Il est nécessaire que le ministère de la Santé et des Services sociaux fasse sa part...»

Des pressions s'imposent donc de ce côté. Mais c'est surtout sur la population qu'André Lavallée fonde ses espoirs: «La qualité de vie à Montréal, ça ne sera pas le fait de quelques grands hommes ou grandes femmes. Ça sera le fait des gens qui y habitent et qui s'impliqueront dans leurs quartiers. Il suffit d'ailleurs — et l'expérience l'a montré — de leur donner l'occasion de se parler pour que des projets germent.»

Lucie Laurin



André Lavallée



**E**n longeant le vieux canal Lachine, le spectacle est désolant: usines abandonnées, rues anonymes, paysages mornes. Mais ce n'est que la façade. Plus loin, dans Pointe St-Charles, malgré plusieurs maisons toujours coquettes, se vit le drame humain: chômage, bien-être social, un quotidien où on cherche l'avenir.

Les emplois perdus ne se retrouvent plus. Ici, le chômeur moyen est un homme d'âge moyen. Il est souvent un travailleur spécialisé qui a été formé sur le tas. Ses chances de se recycler sont minimes, surtout qu'il n'entre dans aucune des grandes catégories officielles du recyclage de la main-d'oeuvre. On lui demande de retourner aux études secondaires sans tenir compte de ses acquis. Il ne voit pas le bout du tunnel.

Les emplois qui furent créés dans les quartiers défavorisés, entre 83 et 89, l'ont rarement été pour les gens de ces quartiers. Les défis à relever sont donc nombreux: garder les emplois et en créer de nouveaux; s'assurer que les travailleuses et travailleurs de la place aient la formation adéquate pour les occuper; et, surtout, qu'ils restent à Montréal et mettent ainsi fin à l'exode des classes moyennes vers la banlieue.

Diane Martin, conseillère du district Louis-Hébert et adjointe au Comité exécutif de la Ville de Montréal, n'y va pas avec le dos de la cuillère pour commenter cet exode: «S'il ne nous reste que les plus démunis et que ceux qui

# Le Québec peut-il se passer d'une métropole?

**Le déclin du secteur manufacturier montréalais, dont les usines longeaient le fleuve St-Laurent — du Sud-ouest jusqu'à l'Est de l'île de Montréal — a eu pour résultat, au cours des vingt dernières années, l'effritement de quartiers complets.**

ont de l'argent s'en vont, on ne tiendra pas le coup longtemps. Ce sont les villes de la banlieue qui profitent de la situation actuelle.

«Le Québec ne peut pas se passer d'une Métropole. Or, sans un sérieux coup de frein à l'étalement urbain, le Québec y perdra». Mais dans le même souffle, elle ajoute: «les ministres de la région de Montréal ne défendent pas Montréal.»

Diane Martin était professeur d'économie. Elle n'hésite pas à reconnaître qu'il y a quelques années à peine, bien peu d'économistes s'intéressaient à Montréal. Les données, les chiffres, les statistiques sur la métropole faisaient défaut. «Ce n'est qu'à partir de 86 qu'on a vraiment réussi à obtenir des données par arrondissement.» Et ces chiffres ont de quoi faire paniquer. «Le taux de chômage du dernier trimestre de 90 était de 11,7% dans la région métropolitaine. Or, selon le recensement de 86, le taux de chômage de Montréal est de quatre points supé-

rieur à celui de la région. Si on extrapole, le taux de chômage serait donc de quelque 15%.»

Les moyens des municipalités sont limités. La Ville de Montréal se retrouve donc devant certaines difficultés de parcours. Des choix ont été faits. Deux d'entre eux retiennent l'attention: le maintien des espaces industriels et le soutien aux corporations de développement économique.

## Les espaces industriels

Pour maintenir l'emploi manufacturier — «ni lourd, ni polluant», glisse-t-elle rapidement — il faut un réseau de parcs industriels dans les quartiers nouveaux, mais aussi en ville, par un programme de maintien et de rénovation des aires industrielles anciennes qui prévoit la réfection des infrastructures existantes, de façon à les rendre attrayantes.

Plusieurs moyens sont bons pour préserver les espaces industriels: zonage, achat de terrains, organisation de parcs industriels, etc. «C'est le

coeur de ce qu'on peut faire pour le maintien et le développement du secteur manufacturier.» Mais Diane Martin s'empresse d'ajouter que «maintenant qu'on a l'espace, l'espace est plus cher qu'en banlieue, à cause de la contamination des sols.»

Pendant la révolution industrielle, à Montréal, on polluait souvent sans trop le savoir et, de toute façon, sans en parler. Allez donc appliquer le principe de pollueur-payeur à des compagnies disparues, parfois depuis plus de vingt ans, dans les brumes de la désindustrialisation ...

## Former la main-d'oeuvre

La ville de Montréal donne un soutien important aux corporations de développement économique. C'est un pari que de donner aux gens des quartiers un minimum d'emprise sur leur avenir. Leur mission: aider les gens à partir en affaires (entrepreneurship); la formation professionnelle (employabilité); la concertation économique.

Le défi de la formation professionnelle en est un de taille. Trop longtemps, les *dédoulements* du fédéral et du provincial ont desservi Montréal et le Québec. Le rapatriement des pouvoirs au Québec sur cette question, voilà peut-être la bonne idée ... «mais il faudra s'assurer que la restructuration qui va être réalisée va faire en sorte que les soutiens qui vont être mis en place nous conviendront.»

Mais Montréal est loin d'être sauvée. Le manque d'emplois est trop important pour qu'on puisse remonter la côte rapidement: quelque 250 000 pour égaler Toronto, 100 000 pour égaler la Montérégie.

Henri Jalbert



Diane Martin



# C'est le coeur qui est malade

**«Ça ne sert à rien de soigner l'épiderme si le coeur est malade, déclare Sylvio Gagnon, président du Conseil central de Montréal.**

**Si Montréal est en difficulté, le reste du Québec le sera aussi. Les gouvernements ont l'habitude de saupoudrer des projets sans vision d'ensemble. Il nous faut une stratégie de développement susceptible de redonner vie à Montréal.»**

Une solution n'est pas simple. Et elle suppose des actions à plusieurs niveaux. Il y a d'abord la base industrielle de Montréal, source de milliers d'emplois, à maintenir et renforcer. «Les vieux organismes militants, comme le Conseil central de Montréal, ont été les premiers à sonner l'alarme pour empêcher la désindustrialisation, explique Claudette Carbonneau, secrétaire générale du conseil central. Nous avons fini par faire partager nos idées. Maintenant, les intervenants montréalais, dirigeants politiques et employeurs autant que syndicats, s'entendent sur les besoins de Montréal. C'est aux niveaux supérieurs que sont les problèmes...»

Que l'on parle, en effet, de créer des conditions favorables au développement de l'économie ou de la formation professionnelle, on se heurte, côté gouvernement québécois, à une vision totalement décrochée de la réalité de Montréal. «Au lieu d'améliorer les infrastructures déjà présentes à Montréal pour attirer les investissements, le gouvernement développe de nouvelles infrastructures en banlieue,

reprend Claudette Carbonneau. Ajoutons à cela la réforme Ryan, qui aura pour effet d'inciter les entreprises à quitter Montréal. Non, décidément, nous ne devons pas nous sentir gênés de réclamer pour Montréal, alors que c'est là que se trouvent les niveaux les plus élevés de richesse et de pauvreté!»

Aux pressions politiques s'ajoute la participation active du Conseil central de Montréal à plusieurs organismes de concertation, depuis l'Office du tourisme jusqu'à Pro-Est, en passant par Vivre Montréal en santé. «Toutes ces stratégies sont trop récentes pour en évaluer les effets, explique Sylvio Gagnon. Mais déjà, beaucoup de nos membres s'impliquent au niveau local, et reviennent faire partager leur expérience aux autres. Lors de notre dernier congrès, les déléguées ont fait bon accueil à ces moyens. L'heure n'était plus aux discussions idéologiques; ils voulaient parler de cadre concret pour une action qui n'en demeure pas moins syndicale.»

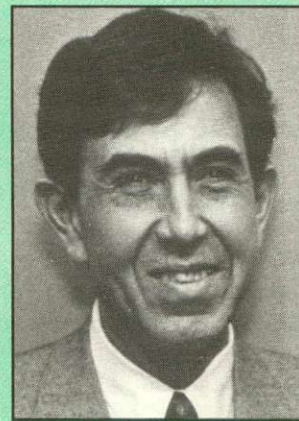
Lucie Laurin



## NOUVELLES



Les travailleurs de la construction sont bien représentés à la Baie James. En effet, Normand David sillonne les quatre chantiers depuis quelques semaines déjà et donne tous les services offerts par la CSN-Construction aux quelques centaines de membres qui y oeuvrent. Normand David est l'un des seuls conseillers syndicaux à demeurer en permanence à la Baie James.



### Pour un juste échange

De passage à Montréal le 18 avril, M. Cuauhtemoc Cardenas, principal leader de l'opposition mexicaine, a livré un message en faveur d'un accord de libre-échange basé sur la coopération. Selon lui, «les négociations en vue d'un tel traité entre le Canada, le Mexique et les États-Unis ne doivent pas exclusivement tenir compte des intérêts commerciaux de ces derniers; elles doivent déboucher sur un accord de juste échange entre nos pays, qui soit un véritable pacte de développement continental».

### Bienvenue

Au début d'avril, les 12 techniciennes en radiologie du Centre hospitalier Lachine ont joint les rangs de la FAS-CSN.

Au Centre d'accueil Eloria Lepage, 8 professionnelles ont adhéré à la FPPSCQ-CSN, alors que 7 autres salariées ont adhéré à la FAS.

Une douzaine de salariées de Travail non traditionnel, travaillant depuis plusieurs années à l'intégration des femmes dans des emplois non traditionnels, ont aussi choisi la CSN.

Les 40 travailleuses et travailleurs du Centre d'accueil Villa Val des Arbres ont quitté les Teamsters et se sont affiliés à la FAS.

Les 35 travailleuses de la Caisse Populaire Desjardins de St-Félicien ont adhéré à la FC-CSN, le 8 avril. Elles rejoignent ainsi 641 syndiqué-es réparties dans 47 caisses de cette région.

Les 13 employé-es de la cafétéria du Cégep de Lévis font maintenant partie du syndicat de soutien (FEESP-CSN) de cet établissement.

Enfin, signalons aussi l'arrivée du Syndicat des salarié-es du restaurant l'Oiseau Bleu dans la région de Chapais.



Côte-Nord

## Drôle de suggestion de M. Béland

Le 8 avril, des employé-es des caisses populaires de Forestville, de Hauterive et de Sacré-Coeur, ainsi que des militantes et des militants du Conseil central de la Côte-Nord ont finalement réussi à rencontrer le président du Mouvement Desjardins, M. Claude Béland, afin de l'informer que les membres de la CSN dans les caisses exigent un mécanisme leur permettant d'atteindre le plus rapidement possible le salaire maximum.

Avec le système ac-

tuel, la progression salariale est extrêmement lente et il faut entre douze et quinze ans avant d'atteindre la rémunération maximale. Ces syndiqué-es revendiquent également la réinscription des échelons à l'intérieur des échelles salariales, comme c'était le cas avant 1983, pour parvenir au maximum de leur salaire après six ans.

### Une omission...

Après avoir prononcé un discours devant les membres de la Chambre de commerce de Baie-Comeau, M.

Béland a rencontré la délégation syndicale et, en réponse aux attentes des employé-es, il leur a plutôt suggéré de recourir au système de promotion... D'après un représentant syndical de cette région, M. Béland a toutefois omis de dire que ce mécanisme de promotion n'est accessible qu'à un tiers du personnel...

D'ailleurs, à Brosard, les 64 employé-es de la caisse populaire sont justement en grève depuis plus de dix mois pour cette raison.



La présidente du Conseil central de la Côte-Nord, Anne Gauthier, a profité d'une rencontre avec Claude Béland, pour lui épinglez «l'échelle de Rachel». Histoire de lui rappeler les revendications des syndiqué-es des caisses.

## Rapport De Coster: recommandations valables, mais conclusions discutables

Le RETAQ a accueilli favorablement l'ensemble des recommandations du rapport De Coster, créé suite aux incidents tragiques vécus à Polytechnique en décembre 1989. Le syndicat qui

regroupe environ 1000 techniciennes et techniciens ambulanciers considère que les recommandations vont dans le sens de ses revendications formulées depuis nombre d'années quant à l'a-

mélioration des services. Le président du syndicat affilié à la FAS-CSN, Mario Cotton, a par contre dénoncé en conférence de presse le 24 avril les conclusions de l'un des experts, le Dr Pierre Lapointe, qui affirmait qu'il n'y avait eu aucune amélioration apportée au système depuis les événements. Le syndicat estime par ailleurs qu'il faudrait équiper les ambulanciers de radio-téléphones et distinguer, au point de départ, la fonction consultation de la fonction urgence. «Quand les policiers ont permis l'accès aux lieux du drame, nos membres ont fait preuve d'un grand courage en se portant au secours des blessés, même si les policiers disaient croire qu'il y avait plusieurs tireurs à l'intérieur», a dit Mario Cotton.

## Pour la souveraineté

Le Mouvement souverainiste du Québec et la francophonie étudiante de Lanau-dièrre invitent la population à une assemblée publique sur la souveraineté qui se tiendra le 6 mai à 19h30 au Cégep Joliette-Lanau-dièrre. Le président

Gérald Larose figure parmi les orateurs, ainsi que Serge Turgeon, de l'Union des artistes et François Gérin, du Bloc québécois. Un autobus sera disponible au métro Rosemont, départ à 17h30. Réserver à l'avance au 271-8724.

## Spécial chasse et pêche

Pêcheurs et chasseurs membres de la CSN peuvent profiter d'une réduction de 10% sur toutes les excursions à la **Pourvoirie Jean-Marie Pilote**, à Sault-au-Mouton, sur la Côte-Nord. Plusieurs forfaits d'une grande flexibilité sont offerts, de mai à septembre.

Information: 418-439-4084 ou 418-233-2322.

## Le français au travail ça s'impose!

### Vocabulaire du micro-ordinateur

Le micro-ordinateur fait partie depuis un certain temps de la vie quotidienne de plusieurs, que ce soit au bureau, au travail ou à la maison. Ce lexique contient près de trois cents termes couramment utilisés dans le domaine de la micro-informatique. En plus de retrouver l'équivalent français de plusieurs termes anglais utilisés dans ce domaine, ce document comprend une définition des termes ainsi que des illustrations de nature à faciliter la compréhension du vocabulaire.

Vous pouvez vous procurer le *Vocabulaire du micro-ordinateur* au coût de \$7,95 chez *Les publications du Québec* ou en composant le 1-800-463-2100.

### Quelques anglicismes corrigés

1. Les heures d'affaires: d'ouverture;
2. Une carte de membre en ordre: en règle;
3. Prendre le vote: voter, procéder au scrutin;
4. Siéger sur un comité: faire partie de, être membre de;
5. Demander un avis légal: juridique;
6. Taper une lettre à double espace: interligne;
7. Cette employée sera transférée à Lévis: mutée.

### Parmi les expressions suivantes, laquelle n'est pas française?

- a) avoir l'impression que ...
- b) donner l'impression de ...
- c) être sous l'impression que ...

Réponse: être sous l'impression que (to be under the impression that) est un anglicisme.



## Saguenay-Lac-Saint-Jean **Rose-Anne Tétreault à la présidence**

**C'**est une employée de bureau d'une école secondaire d'Alma, Rose-Anne Tétreault, qui a été élue présidente du Conseil central du Saguenay-Lac-Saint-Jean, le 5 avril, à l'issue du 27<sup>e</sup> congrès de cet organisme.

À l'emploi de la Commission scolaire régionale du Lac-Saint-Jean depuis 1975, la nouvelle présidente entend bien rencontrer, dans le cadre d'une tournée régionale, les membres des syndicats locaux afin

d'étendre le plus largement possible «le débat sur les moyens à prendre pour réussir nos négociations».

En plus de Rose-Anne Tétreault, le comité exécutif du Conseil central est composé d'un employé de l'usine Abitibi-Price d'Alma, Gilles Ouellet à la vice-présidence, alors qu'un travailleur de la compagnie Stone-Consol de La Baie, Michel Blais, a été élu trésorier. Le poste de secrétaire du Conseil central est vacant pour le moment.

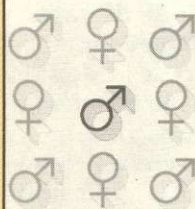
## **Outils contre le harcèlement sexuel**

**L**a FNEEQ-CSN a préparé, à l'intention de ses syndicats, deux guides pour les aider dans l'application de sa politique contre le harcèlement sexuel, adoptée en 1988. Le guide syndical se veut un instrument explicatif de mise en place du comité contre le harcèlement sexuel, des rôles dévolus à chaque intervenant, de la procédure à suivre et de la place du syndicat. Le guide juridique, pour sa part, rassemble toutes les notions juridiques existantes sur le harcèlement sexuel et les modes de traitement légal; il sert de document de référence aux personnes-ressources, qui ont pour fonction d'appuyer inconditionnellement la victime — une mesure particulière à la politique

FNEEQ contre le harcèlement sexuel.

«Par la diffusion de ces deux guides, la FNEEQ-CSN vise à raviver dans les mémoires sa politique contre le harcèlement sexuel et donner aux syndicats les moyens de se l'approprier, ainsi que sensibiliser et informer les nouveaux syndicats», a déclaré la vice-présidente de la FNEEQ Lyne Boyer.

**GUIDE SYNDICAL  
POUR L'APPLICATION  
DE LA POLITIQUE CONTRE  
LE HARCELEMENT SEXUEL**



Dans une récente tournée qui les a conduits sur la Côte-Nord, le secrétaire général Pierre Paquette et le vice-président Roger Valois ont eu l'occasion de participer à plusieurs activités, à Baie Comeau et à Sept-Iles en particulier. Mais ils ont tenu à s'arrêter à Port-Cartier, au supermarché Provigo, où une travailleuse, Marlène Girard, est à l'origine de l'importante décision de la Commission d'appel en matière de lésions professionnelles portant sur les sièges des caissières. De gauche à droite, le président du syndicat Michel Langlois, le président du Conseil central de Sept-Iles Steve Heppell, Maurice Sauvé, de la CSN, Roger Francoeur, travailleur de Provigo, et Léo Laurensen, du CLSC de la Côte-Nord.

## **Moratoire demandé par la FAS**

**L**e président de la FAS, Sylvio Robinson, a demandé officiellement au ministre Marc-Yvan Côté d'imposer un moratoire de deux ans pour faire cesser les coupures de postes d'infirmières auxiliaires, de puéricultrices et de gardes-bébés. La demande de la FAS survient alors que plusieurs hôpitaux ont annoncé des abolitions de postes d'infirmières auxiliaires malgré une directive du ministre de ne pas procéder à de tels changements, tant que les études sur la main-d'œuvre en soins infirmiers ne seront pas complétées.

## **L'éducation: une priorité**

**L**a CSN, la FNEEQ et la FEESP ont défendu devant le Conseil des collèges, le 25 avril, leurs mémoires respectifs sur le document de consultation *Vers l'an 2000, les priorités de développement de l'enseignement collégial*. Les trois organismes ont soutenu que, malgré une hausse intéressante du taux de scolarisation, beaucoup d'efforts restent à faire pour at-

teindre les objectifs d'accessibilité et d'universalité fixés lors de la création des cégeps. Ils ont aussi réclamé que le gouvernement du Québec rapatrie l'ensemble du financement post-secondaire, qu'il fasse une place convenable aux employé-es de soutien et prenne les moyens pour revaloriser la tâche d'enseignant.

300 emplois en jeu

## **Offensive syndicale aux Industries Valcartier**

**L**es représentants du Syndicat des salariés des Industries Valcartier (FM-CSN) mènent une offensive tous azimuts depuis quelque temps afin d'éviter la fermeture de leur usine de fabrication de munitions de petit calibre et conserver les 300 emplois. Ces emplois sont d'autant plus importants pour l'économie régionale qu'ils génèrent une masse salariale de \$11 millions.



## Guyenne: Coopération et fécondité

Le petit village de Guyenne, dont on envisageait la fermeture au milieu des années 70, est actuellement en pleine effervescence grâce au succès des Serres coopératives qui ont notamment produit un million de livres de tomates l'an dernier. Lancées en 1980, au plus creux de la morosité, les serres produisaient au départ des plants pour la reforestation. Par la suite, on est passé à la production de tomates. Mais comment diable s'y prend-on pour chauffer des serres en Abitibi tout en faisant ses frais quand on n'a pas de «contrats secrets» avec Hydro-Québec? «Ça ne nous coûte pas plus cher de chauffer une serre ici que dans le sud de l'Ontario, affirme Fernand Mi-

ron, président de la Corporation de développement de Guyenne. *Nous chauffons avec des huiles usées. Tout ce que nous avons à payer, c'est un gars sur la route et un camion.*»

Pour se débarrasser gratuitement de leurs huiles usées, certains garagistes sont devenus partenaires de la coopérative; les autres doivent payer 12¢ le litre. L'an dernier, la note de chauffage des serres s'est élevée à \$80 000, soit le dixième de ce qu'il en aurait coûté avec de l'huile commerciale. Ce chiffre de \$80 000 inclut un \$20 000 de frais d'analyse. Parce qu'on ne brûle pas n'importe quelles huiles à Guyenne. Fernand Miron énumère toutes les ppm (parties par million) de saloperies qu'on refuse. On croirait en-

tendre un chimiste chevronné. De fait, ils ont développé une expertise dans le recyclage de tous les produits contaminés par les hydrocarbures; ils envisagent maintenant de brûler les guenilles imbibées d'huile et d'utiliser les contenants de 5 gallons pour empoter des arbres. Ils escomptent vendre bientôt leur expertise en recyclage pour arriver à éponger totalement leurs coûts de chauffage.

Et ce n'est pas tout! Pour ne pas dépendre uniquement de la tomate, les dirigeants de la coopérative se sont fixé comme objectif en 1995 d'être forts dans 5 types de production, qui requièrent beaucoup de main-d'oeuvre: en plus des plants et des tomates, les arbres ornementaux, les

boutures et les potées fleuries. C'est pour consolider l'entreprise et financer ces développements que les Serres de Guyenne ont demandé un prêt d'un million de dollars à la Caisse d'économie de la CSN. Le Conseil central du Nord-Ouest québécois a donné son entier appui à la demande d'emprunt.

Mais ce n'est pas tout! Déjà, quelques petites entreprises sont nées dans le sillage des Serres de Guyenne. Une jeune femme a entrepris de fabriquer ketchup, jus de tomate et relish avec les rejets des serres, environ 50 000 livres par année. Si l'opération est concluante, on récupérera les rejets de toutes les serres du Québec, près du million de livres.

Et ce n'est pas tout,

ça! La Corporation de développement de Guyenne recevait, mercredi le 24 avril, le prix Alphonse-Desjardins, accompagné d'une bourse de \$10 000, pour son action coopérative exemplaire. Et ce n'est pas encore tout! La production de tomates emploie une vingtaine de personnes à l'année longue; si bien qu'avec la main-d'oeuvre temporaire (l'été, tout le monde du village travaille) et les retombées diverses, il s'est construit 11 nouvelles unités de logement l'an dernier, et il s'en construira autant cette année. La population du village atteint actuellement les 235 habitants. Et ce n'est pas tout! Il y a 10 femmes enceintes...

## 50<sup>e</sup> à Cascade

Les employés de Cascade de Joliette célébraient, le 23 mars dernier, le 50<sup>e</sup> anniversaire de leur syndicat, le plus ancien syndicat CSN de la région après celui de Papier Scott à Crabtree. Tous les employés de Cascade, actuels et anciens, s'étaient réunis pour échanger des souvenirs autour d'un buffet. Le syndicat compte une centaine de membres. Il en a compté jusqu'à 250 lorsque la compagnie appartenait à Canadian Gypsum.

## Concertation en environnement

Les gens de la CSN prennent l'environnement au sérieux au Saguenay-Lac-Saint-Jean. Les participants au congrès biennal, tenu à Roberval du 2 au 5 avril, ont voté un budget de \$5 000 pour le fonctionnement d'un comité de concertation en environnement, qui doit réunir à plusieurs reprises au cours des deux prochaines années des représentants syndicaux de toutes les régions dans le but d'échanger des informations, débattre des enjeux et initier des actions.

Cette résolution doit être interprétée dans le cadre de la grande démarche entreprise lors du collo-

que sur le développement durable en juin 90 à l'UQUAC. On se souvient que ce colloque, réunissant plus d'une centaine d'organismes de la région, avait décidé de faire du Saguenay-Lac-Saint-Jean la première

«région laboratoire du développement durable» au monde, une initiative cautionnée par l'UNESCO. En vertu de cette notion de développement durable, une communauté devrait vivre et créer des emplois sans

épuiser les ressources naturelles et sans polluer l'environnement. Un défi de taille pour une économie comme celle du Québec ou du Canada, qui a vécu en mangeant son capital forestier et minier depuis des décennies.

## Touchez pas à la Moisie!

Lors de son assemblée générale du 10 avril, le Conseil central de Sept-Iles a donné son appui aux Amis de la Moisie, un groupe d'environnementalistes qui s'opposent au projet d'Hydro-Québec de détourner deux affluents de la Moisie, les rivières Carheil et aux Pékans, pour ali-

menter un méga-barrage qu'elle projette de construire sur la rivière Sainte-Marguerite. Ce détournement abaisserait de façon dramatique le niveau des eaux de la Moisie, considérée comme la meilleure rivière à saumon en Amérique du nord autant par le nombre des sujets que par leur taille. Les

Amis de la Moisie demandent aux deux niveaux de gouvernement que la rivière, qui se jette dans le golfe à l'est de Sept-Iles, soit déclarée patrimoine national. Ils réclament d'autre part qu'une commission d'enquête publique se penche sur tous les développements futurs de la société d'électricité.



# Karoshi? Surmenage fatal!

« La fatigue est une affaire d'âme! Une teinte appliquée sur le corps pour indiquer le climat intérieur ». Que cet emprunt à Georges Cartier (*Le poisson séché*) me serve d'introduction à un sujet que je n'aborde pas sans hésitation.

Difficile de parler de ces samourais du travail que seraient devenus les Japonais, ceux du moins parmi eux qui se tuent à la tâche. Soit que la concurrence soit forcenée et qu'elle ne donne pas le choix à l'ambitieux, ce qui peut sembler légitime, soit que le culte que les Japonais — nous répète-t-on — vouent à leur entreprise devienne une contrainte qui en mène plusieurs au sacrifice suprême.

Certains ont peut-être remarqué une dépêche récente en provenance de Tokyo sur le *karoshi*. Il ne s'agit pas d'un art martial mais, vous brûlez, on désigne par là le mal qui ronge les « soldats de l'Entreprise »: un surmenage fatal qui peut emporter chaque année quelque 10 000 travailleurs japonais. Un livre récent décrit ce phénomène que médecins et ministère du Travail refuseraient de reconnaître. L'ouvrage est publié par le Conseil national de défense des victimes du *karoshi*, dont le secrétaire général est Hiroshi Kawahito. On y fait référence au droit du travail qui stipule que quiconque a travaillé sans arrêt dans les 24 heures qui précèdent le décès (ou 16 heures par jour pendant sept jours) peut être considéré comme une victime de ce surmenage fatal.

Des chiffres nous aident à comparer : l'Américain passerait 1949 heures par an au travail, l'Allemand, 1642 et le Japonais, 2168 heures. Mais déjà le Conseil de défense des victimes du *karoshi* croit que les chiffres officiels mentent et qu'en

moyenne le salarié japonais consacrerait 2600 heures à son travail - ce qui équivaldrait à un peu plus de sept heures quotidiennes... sans aucun jour férié! Une sorte de *hara-kiri* perpétré au nom de la productivité?

« Quoi qu'on en pense, les Japonais sont humains », ai-je lu sous la plume de Michèle Bernard dans *Avenir* (mars 1991). M<sup>me</sup> Bernard n'est pas humoriste. Vers la fin d'un dossier de huit pages, fort bien documenté, sous le titre *Faut-il avoir peur des Japonais?*, elle sent le besoin de mentionner quelques envers dudit miracle économique: écart plus prononcé entre riches et pauvres qui ferait craindre des troubles sociaux semblables à ceux que connaissent les États-Unis; lassitude face à la perspective de trois heures quotidiennes dans les transports (sept personnes au mètre carré, parfois).

Le problème de l'accumulation des déchets dans l'archipel japonais est aigu et il faut peut-être s'attendre à ce que ces citoyens disciplinés, qui épargnent jusqu'à 30% de leur revenu, soient un jour forcés d'engraisser l'État avec leurs taxes pour éviter la catastrophe. Bien sûr, neuf des dix plus

grandes banques au monde sont japonaises, et les géants de l'audiovisuel sont investis par des capitaux japonais (alliance Sony/Columbia, par exemple). Cela prouve l'acharnement au travail et le sérieux de cette classe d'affaires... exposée elle aussi à un surmenage fatal. Le mimétisme a trop bien réussi: les *workaholics* américains sont surpassés par leurs rivaux robotisés guettés par le *karoshi*.

Le bassin du Pacifique, c'est le nouvel Eldorado. On connaît le refrain. Douze pays asiatiques, au nombre desquels Singapour où Lee Kuan Yew, ex-premier ministre... « n'a pas accompli un miracle sans casser quelques oeufs sur le dos de la liberté individuelle de la population ». Mais encore et surtout, il y a là le géant japonais, incontournable pour les planificateurs de régions qui ont à tirer leur pain et leur beurre de produits d'exportation. C'est plus que du réalisme qu'il faut quand on aborde le Japon, nous suggère donc le dossier du magazine *Avenir*. Les Japonais ne ménagent pas les efforts pour connaître les cultures de pays où ils s'implantent. Que savons-

nous d'eux, à part précisément les clichés à succès du type Shogun?

Un cadre japonais, mort en 1987 à l'âge de 43 ans après avoir enfilé des journées de 16 ou 18 heures au travail, avait écrit un poème qui posait la question: « *La vie des salariés dans le Japon prospère d'aujourd'hui n'est-elle pas en fait plus misérable que celle des esclaves d'autrefois?* »

Sa mort aurait provoqué une prise de conscience à propos de la « sacralisation » du travail (et du fric?). Parmi les plus ardents militants du Conseil national de défense des victimes de *karoshi*, on retrouve la veuve de ce cadre, Toshitsugu Yagi. Et Kawahito, au nom du Conseil, n'hésite pas à accuser les sociétés de « consacrer beaucoup d'énergie à tuer dans l'oeuf les tentatives de création de sections syndicales potentiellement dangereuses ».

La fatigue est-elle toujours une affaire d'âme? Ce *karoshi* dont souffrent tant de Japonais, me semble être la négation de tout ce que le progrès devrait permettre d'atteindre. À moins qu'on ne retourne à la logique des pharaons: ériger des monuments sans tenir compte du nombre de constructeurs qui s'effondrent sous le joug!

Clément Trudel





## Pensées pour un 1<sup>er</sup> mai

La gauche est d'abord une disposition du cœur. Ceci dit sans jeu de mots. Mais le fait est que le cœur est à gauche.

On s'interroge aujourd'hui, non sans raison, sur ce qui, dans les attitudes politiques et sociales, est vraiment à gauche, et sur ce qui ne l'est pas. Car des événements se sont produits. La gauche, compromise pendant plus de soixante ans dans la plus gigantesque équivoque de l'histoire avec les républiques soviétiques, a déçu et trompé le plus immense espoir terrestre que l'humanité ait jamais conçu. Il ne reste plus rien de cet espoir grandiose. C'est fini.

Toutes les gauches, même celles qui étaient contre l'expérience soviétique ou contre toute extrême-gauche, accompagnaient bon gré mal gré ces expériences et, de loin, indirectement, mais réellement, dépendaient d'elles dans une certaine mesure. On s'en aperçoit aujourd'hui: le communisme est tombé, alors le socialisme ne sait plus trop sur quel pied danser. L'illusion est crevée. La réalité ne s'en remet pas facilement, ce qui est curieux.

Plus moyen d'arriver avec un discours tout fait. Maintenant il faut douter. Il y a de quoi. D'ailleurs, bravo!

Il faut essayer de re-situer la gauche. Il y a un sixième sens pour le faire. La gauche est là où l'humanité fait mal. Je veux dire: là où celle-ci est douloureuse. Pas ailleurs.

Le mouvement syndical, la CSN en particulier,

**«Ne crois pas que le syndicat soit simplement une association d'intérêts. Les syndicats patronaux sont des syndicats d'intérêts; les syndicats ouvriers, c'est autre chose.»**

Simone Weil

*La condition ouvrière*

ressent à nouveau le besoin de s'orienter. Quelque chose ne va plus trop, peut-être. Dans l'inspiration, peut-être.

Là où subsistent les outils matériels de la gauche, par exemple dans les syndicats, là il importe surtout de se poser des questions sur l'esprit de la gauche. Autrement, tout pourrait continuer mécaniquement, une journée portant l'autre. Certes, ça irait tout seul, le syndicalisme resterait efficace, mais il risquerait de répondre plutôt mal aux questions qu'il se pose sur sa propre vocation.

### L'esprit de gauche

L'esprit de gauche, actuellement, pose en effet des questions redoutables à la gauche. Prenez par exemple le cas de l'URSS. Avant Gorbatchev, les dirigeants patentés du pays étaient rendus *objective-*

*ment* à droite (et le sont peut-être redevenus ...). Les gens qui les contestaient, comme Sakharov ou Soljenitsyne, ceux donc que le pouvoir désignait comme «contre-révolutionnaires», étaient *objectivement* à gauche et c'était eux les vrais révolutionnaires nouveaux. Le monde à l'envers? Non, c'était le monde à l'endroit, mais dans un univers qui avait changé du tout au tout.

Quand le fond des choses change, les rôles, sans qu'on s'en aperçoive, risquent de se renverser.

Jadis, chez nous, c'était simple, je veux dire plus simple qu'aujourd'hui (mais il y a, évidemment, aujourd'hui encore, des quantités de situations simples, qui appellent de toute évidence l'action de la gauche: par exemple, entre autres choses, les maladies industrielles, la condition des accidentés

du travail, comme ne cesse de le crier Michel Chartrand). Autrefois, la situation des travailleurs d'usines, mais également des employés des services, était généralement pathétique. Fonder un syndicat était un acte révolutionnaire. On connaissait donc aisément où était la gauche et ce qu'elle devait faire.

### Les pauvretés

La gauche est chez les pauvres de toute espèce. Elle a affaire chez les pauvres et, je le crains, pas ailleurs. Je le savais bien mieux moi-même à l'époque où je n'avais pas le sou.

Sur la scène mondiale, il est évident que c'est surtout dans le tiers-monde que, du point de vue que je discute ici, la situation est le plus généralement tragique et donc le moins ambiguë. Là-bas, on n'a pas tellement à faire son examen de conscience, j'imagine.

La gauche ne saurait se rajeunir sans pratiquer l'humilité. Car il lui faut se remettre profondément en question. Elle doit se demander: où sont les *véritables* maux, où sont les *véritables* malheurs. La réponse n'est pas nécessairement donnée parce qu'on s'occupe professionnellement d'un certain nombre de dossiers.

Si l'on s'aperçoit que la gauche ne s'accompagne pas d'un grand et profond mouvement de la conscience, alors il y a à parier qu'elle n'est pas grand-chose. Mais c'est là que peut commencer l'examen.

Pierre Vadeboncoeur



LA DEVISE À HYDRO-QUÉBEC :



## Petite fable sur le thème suivant **L'indépendance, faut y voir**

Le rêve est total, plus que la vie elle-même, qui est vécue en morceaux. Politique oblige. L'indépendance sans le rêve ne serait pas totale. Place, donc, à toutes les formes d'expression de la totalité. Ci-dessous, une fable de Marie Savard.

« Vas donc voir si j'y suis », dit-elle, après avoir refusé les avances qu'il lui avait faites sur un terrain aussi glissant que celui de l'indépendance qu'il lui proposait.

J'avais beau faire semblant de ne pas les écouter, j'étais sûre de ne pas l'avoir entendu lui demander ce qu'elle voulait, ce qu'elle souhaitait.

« Ah... madame », disait-il, vous pouvez disposer. »

Il ne voyait pas l'utilité d'un « angle féminin » à la question nationale. Elle pourrait toujours s'exprimer à travers les divers domaines d'intérêt public où elle oeuvrait comme lui, mais à moins cher... D'un autre côté, et curieusement du reste, « le temps de la différence »\* entre lui et elle, était périmé, disait-il,

surtout lorsque l'urgence de la situation l'exigeait. Elle ne pouvait tout de même pas être différente, distincte, dans une Patrie où le « il » neutre et universel chapeautait toute l'affaire, surtout le monde des affaires. « En toute égalité, faites-donc un homme de vous ! », lui disait-il avec élégance et un brin de malignité qu'il n'arriva pas tout à fait à escamoter avec un sourire.

« Ah... ben », a dit, « faites-les donc vos commissions ben hardiment, j'irai pas m'voir au Rapide blanc... J'suis pas un homme de rien qui s'en va pis qui s'en vient, j'suis pas un

homme de rien qui s'en vient pis qui fait rien, hein ! »\*\*

Quelle surprise de la voir ainsi dans tous ses états, les seuls d'ailleurs qu'elle puisse avoir, si j'avais bien compris le sens de leurs pourparlers. Elle avait pourtant l'air d'avoir bon caractère et lui d'être un bon garçon, poli. Les apparences trompeuses sont souvent le meilleur du pire qui transparait dans un couple. « Elle devait être menstruée, en chaleur, malade ou féministe », pensa-t-il tout haut, car il n'osait plus lui parler en face. Et, en bon étapiste neutre et universel qu'il était, il conclut qu'une bonne partie du peuple

aurait à s'ajuster pour le suivre au rendez-vous historique qu'il avait fixé. « L'indépendance, faut voir ça ! », dit-il en claquant la porte.

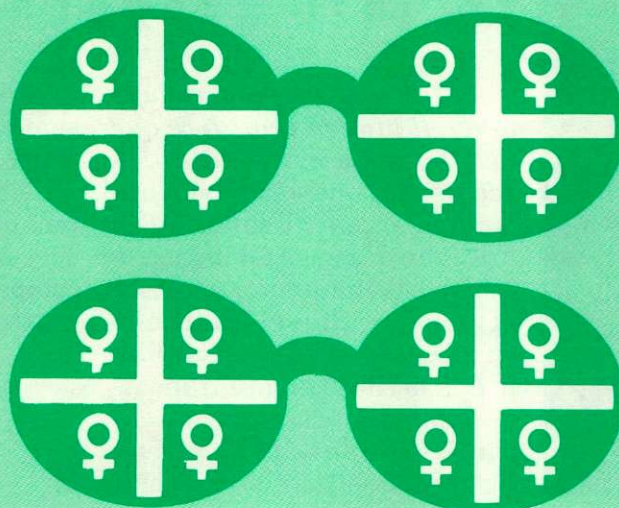
« Ah... ben », a dit, « j'ai déjà entendu ça quelque part, entre le bulletin de guerre, les indices de la bourse pis les nouvelles du sport... »

« Ah... ben », a dit, « y va encore se mêler dans ses commissions. »

« Ah ben », a dit, « j'm'ennuie d'chez-nous de la maison j'm'ennuie de nous de nos saisons un jour je serai au milieu de toi un jour je rirai au milieu de moi et je te donnerai ce que tu m'as volé et je te volerai ce que tu as pour toi toujours gardé. »

Marie Savard

\* Luce Irigaray  
\*\* D'après la chanson du Rapide blanc d'Oscar Thiffault





## Mano Negra, la survoltée du rock français

D'après **Marc Cailiaux**, journaliste au **Midi-Libre** de Nîmes, il y aurait plus de 25 000 groupes de musique rock en France. Le phénomène est important non seulement par le nombre mais surtout parce que plusieurs de ces formations jouent un rock authentiquement français. Une musique qui n'est pas un sous-produit américain. Un rock qui reflète bien la jeunesse et la multi-ethnicité de la France contemporaine!

On pense immédiatement au groupe *Les Négresses Vertes*, dont la musique énergique et enivrante rappelle à la fois l'Algérie, l'Andalousie et les bistros parisiens. Mais il y a aussi la survolté **Mano Negra**!

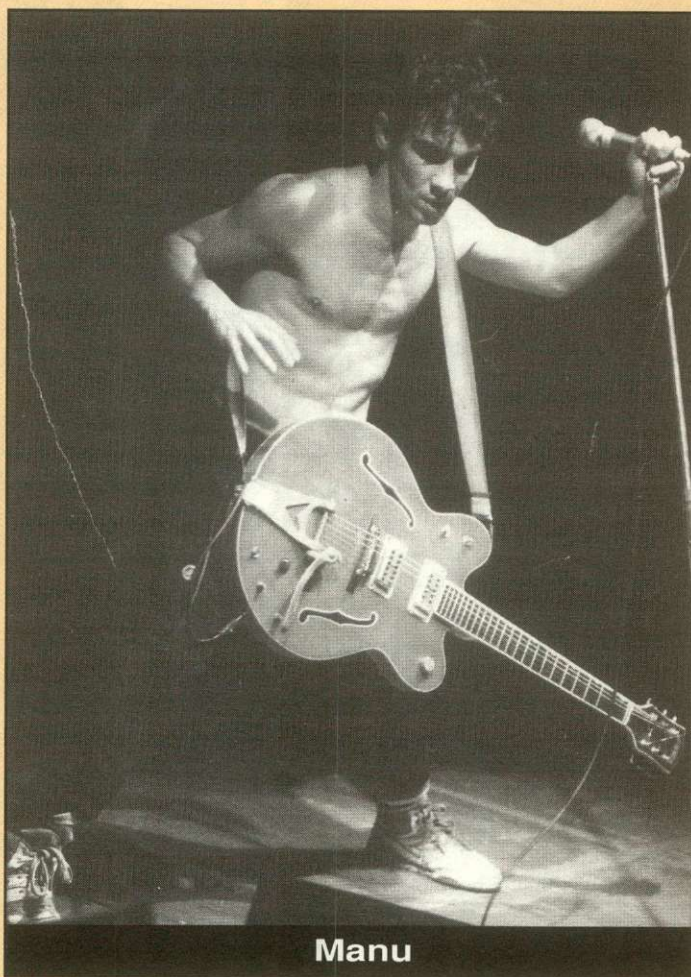
Après avoir *jammé* durant plusieurs années chacun de leur côté avec différents groupes de rock alternatif, dont *Joint de Culasse*, *Hot Pants* et *Kingsnakes*, le chanteur et guitariste **Manuel Chao**, dit **Manu**, et son bon vieux camarade, le batteur, chanteur et saxophoniste **Santiago Casariego**,

dit **Santi**, se retrouvent sans emploi. Ils profitent de l'occasion pour se réunir à nouveau en 1986. Après avoir composé des chansons et fondé la **Mano Negra**, ces deux *titis* parisiens font appel à un groupe issu directement du métro, les *Casse-*

*Pieds*, ainsi qu'au guitariste et tromboniste **Pierrot**, auparavant avec les *Têtes Raides*. Le trompettiste **Tonio Del Borno**, dit **Toni**, un copain de longue date, vient compléter le groupe.

C'est finalement le démarrage, et la **MANO**

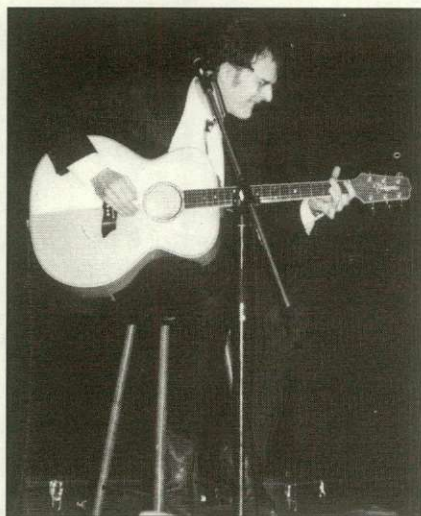
**NEGRA** promène son matériel, un alliage **arabo-latino-rock**, sur différentes scènes et puis enregistre, quelque part en 1989, l'album *Putas Fever* ! L'alchimie créée par la batterie, les claviers, les cuivres, les guitares et les voix a conquis le cœur des jeunes rockers français. Si bien qu'à peine trois mois après sa production, *Putas Fever* est classé disque d'or. L'album déborde d'énergie et, miroir du *melting pot* français, il comprend pas moins de 18 pièces, courtes et directes, en anglais, en arabe, en espagnol et bien sûr, en français. Les chansons sont exotiques: *Rock'N Roll Band*, *Solledad*, *Sidi H'Bibi*, *The Rebel Spell*, *Pas assez de toi*, *Guyaquil City*, *Patchanka*, *La rançon du succès*, *El Sur*, et autres. En un mot, la **Mano Negra** casse la baraque et la casbah...



Manu

La Mano Negra:  
diffusion Virgin France

Michel Crête



## Le fait québécois

«C'est une période importante. Il faut en venir à ce que tout se passe en français». À l'occasion d'une soirée-bénéfice pour la reconnaissance de la pratique des sages-femmes, le 17 avril, le chanteur, guitariste et pianiste **Steve Faulkner** en a aussi profité pour sensibiliser à la cause du fait français le public qui s'était rendu au **Café Campus**, à Montréal. Une intervention qui tombait

pile puisqu'on était en pleine semaine du français. **Cassonade**, un des artistes les plus sensibles au Québec, offre depuis quelque temps un nouveau spectacle dans lequel il est accompagné d'un batteur et d'un contrebassiste.

MC



**S**i on n'avait pas la mémoire aussi courte, il y a bien des choses et bien des personnes dont on devrait se méfier, après les aventures judiciaires de Sinclair Stevens.

On se méfierait des présidentes qui se gargarisent à l'eau bénite. On se méfierait des premiers ministres qui construisent des jardins bibliques. On se méfierait des généraux au quotient intellectuel trop élevé.

Vous vous rappelez, Sinclair Stevens? Celui qui avait laissé son épouse jouer avec ses millions à lui, qui étaient plutôt des millions qu'il gérait en tant que ministre. Il avait fini par s'en tirer, brillamment défendu par un avocat payé à même les fonds publics, qui a été, depuis, nommé juge à la Cour suprême par les conservateurs. Sinclair Stevens avait reçu de Brian Mulroney le mandat de rétablir l'intégrité dans l'administration publique...

Quand il avait succédé à Bill Bennett — qui avait quasiment pris la fuite après avoir été accusé de conflit d'intérêts — au poste de premier ministre de la Colombie Britannique, Bill Vander Zalm, chrétien intègre et pourfendeur de socialistes, avait promis de ramener la morale à la tête de l'Etat. Il vient de démissionner en catastrophe, pour avoir réalisé des profits personnels avec son Fantasy Garden, d'inspiration biblique...

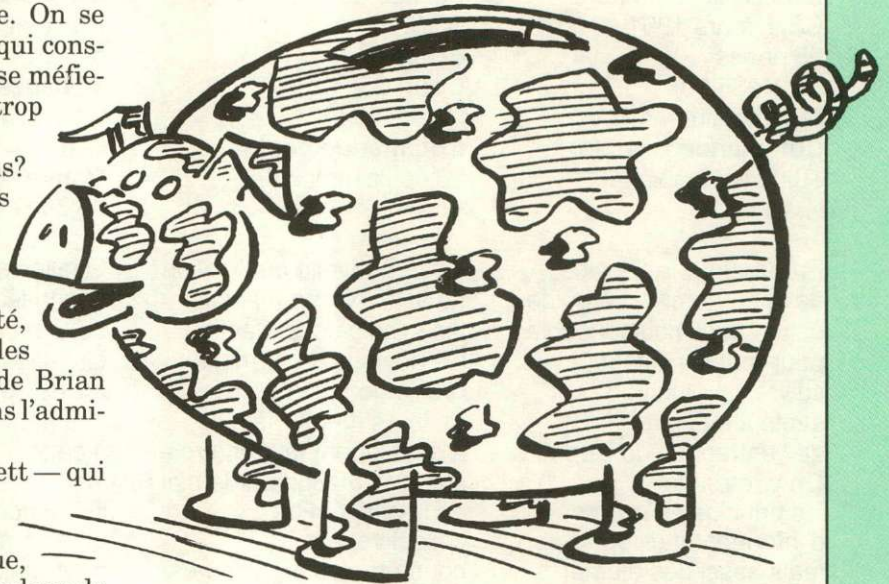
La dernière fois qu'on l'a vue à la télévision, elle faisait de façon un peu trop ostensible le signe de croix. On a su depuis qu'elle n'est pas non plus insensible au signe de piastre. Madame la présidente de la CECM, qui prend Dieu à témoin pour refuser la distribution de condoms dans les écoles secondaires, a avoué avoir manqué de jugement en allant au restaurant au bras de son mari, mais sur le bras des contribuables...

Il avait dû faire une mise au point au cours d'une conférence de presse pendant la guerre du Golfe: ce n'est pas à 170 qu'avait été évalué son quotient intellectuel — le I.Q. des spécialistes — mais plutôt à 158. Le général Schwarzkopf devait cette précision à sa grande humilité...

«C'est un grand jour pour être soldat», a d'abord affirmé le général en revenant aux USA. «C'est un grand jour pour être Américain», a-t-il ajouté pendant que les caméras allaient cueillir sur sa joue une larme et les microphones dans sa gorge un sanglot. «C'est un grand jour pour être père», a-t-il précisé en jetant un regard attendri vers ses trois filles. «C'est un grand jour pour être mari», a-t-il dit pour ne pas oublier son épouse. «Et c'est un grand jour pour être le maître de Bear», a-t-il conclu en brassant la cage de son chien labrador.

Jusque-là, rien que de très américain, jusque dans cette façon québécoise qu'ils ont de jouer de la fanfare avec les superlatifs.

LA  
TIRELIRE  
SCHWARZKOPF  
↓



GARNOTTE

C'est au moment où il s'est adressé à l'ambassadeur du Koweït aux Etats-Unis qu'on s'est rappelé qu'il était bien le même général qui avait commandé des bombardements incessants pendant un mois sur des cibles de bois, de plastique et de caoutchouc: en dépit de son I.Q., il avait oublié l'un des premiers rudiments de la guerre, l'art du camouflage... «Le Koweït est maintenant libéré...», a lancé le général en tenue de combat, avec cette sorte d'assurance propre aux charpentes de 265 livres montées sur une structure de 2 mètres.

Il faut à la fois beaucoup de front, de cynisme et d'imagination pour affirmer que ce pays, qui vit depuis le 26 février sous la loi martiale et dont la constitution est suspendue depuis 5 ans, est maintenant libre. Il y a quelques jours, Amnesty International dénonçait les disparitions, les sévices et les tortures infligées aux Palestiniens par les Koweïtiens. Dans ce pays de près de 2 millions d'habitants, les femmes n'ont pas encore le droit de vote, seuls 65 000 hommes ayant ce droit, dont sont exclus les travailleurs étrangers, qui constituent 86 pour cent de la force de travail. Des esclaves en quelque sorte, mais vivant dans un pays libre selon les critères de Schwarzkopf, qui doivent ressembler à ceux de George Bush, père du Nouvel ordre mondial.

Que Dieu nous garde des bénitiers, des jardins bibliques et des I.Q. en général trop élevés...

Michel Rioux

# Le I.Q. du général



# EN VENTE AU SERVICE DE DOCUMENTATION

## LE SUIVI DE L'ENTREPRISE: UN GUIDE SYNDICAL

Service de la recherche, CSN, mars 1991, 55 pages  
**Coût:** \$5,00 l'exemplaire  
**Commande postale:** \$6,00 l'exemplaire.

Préparé par le Service de la recherche, ce guide est un outil indispensable pour tout syndicat qui veut suivre l'évolution de la santé financière de l'entreprise où il oeuvre. On y retrouve les principales sources d'information disponibles, mais aussi des éléments de stratégies syndicales en vue de faire reconnaître dans la convention collective le droit syndical à l'information.

## LA FORMATION PROFESSIONNELLE: UN GUIDE SYNDICAL

Service de recherche, CSN, mars 1991, 61 pages  
**Coût:** \$5,00 l'exemplaire  
**Commande postale:** \$6,00 l'exemplaire.

Cette nouvelle publication de la CSN vise à aider les syndicats: à identifier les besoins de formation professionnelle de leurs membres; à développer leur contrôle sur la formation par le biais de la convention collective; à mieux connaître les organismes et programmes avec lesquels il faut composer dans ce domaine.

## CONJONCTURE ET TENDANCES ÉCONOMIQUES EN 1991

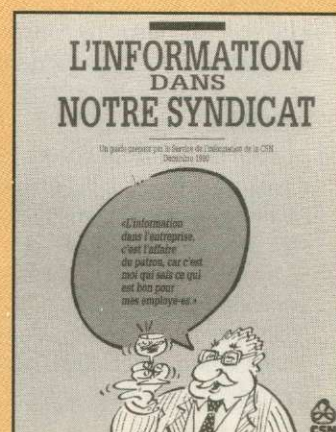
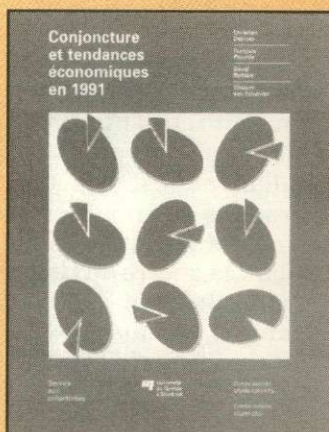
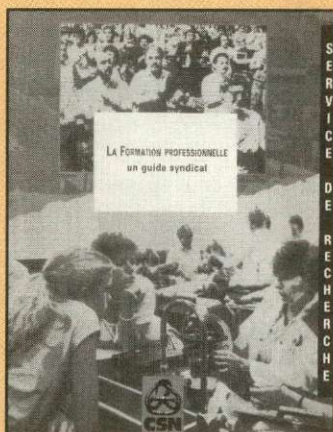
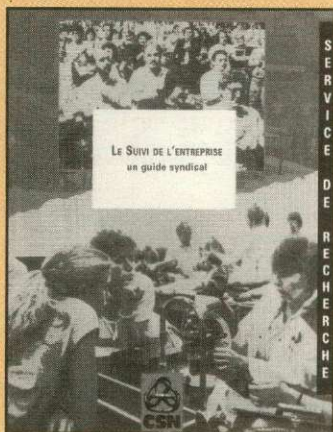
Conjoint UQAM-CSN-FTQ, mars 1991, 45 pages  
**Coût:** \$5,00 l'exemplaire  
**Commande postale:** \$6,75 l'exemplaire.

Quelles sont les causes et conséquences de la récession actuelle? Quelles orientations sont mises de l'avant par nos gouvernements face à cette situation? Après les travaux de la centrale sur la conjoncture, voici un document important pour mieux comprendre les enjeux de la récession actuelle.

## L'INFORMATION DANS NOTRE SYNDICAT

Service de l'information, CSN, décembre 1990, 16 pages  
**Coût:** \$3,50 l'exemplaire  
**Commande postale:** \$4,25 l'exemplaire.

Vous êtes en panne d'idées? Vous voulez un journal aussi dynamique que NOUVELLES-CSN. Eh bien, voici votre chance: un guide spécialement conçu pour vous aider à faire une information percutante, préparé par des spécialistes pour de futurs spécialistes de l'information.



Nom \_\_\_\_\_

Nom du syndicat \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Province \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_ Tél.: ( ) \_\_\_\_\_

Je désire ( ) exemplaire(s) de : **LE SUIVI DE L'ENTREPRISE: UN GUIDE SYNDICAL**

Je désire ( ) exemplaire(s) de : **LA FORMATION PROFESSIONNELLE: UN GUIDE SYNDICAL**

Je désire ( ) exemplaire(s) de : **CONJONCTURE ET TENDANCES ÉCONOMIQUES EN 1991**

Je désire ( ) exemplaire(s) de : **L'INFORMATION DANS NOTRE SYNDICAT**

Ci-joint un chèque de \$ \_\_\_\_\_ Signature \_\_\_\_\_

Faire parvenir au Service de la documentation CSN, 1601, ave. de Lorimier, Montréal, Québec H2K 4M5